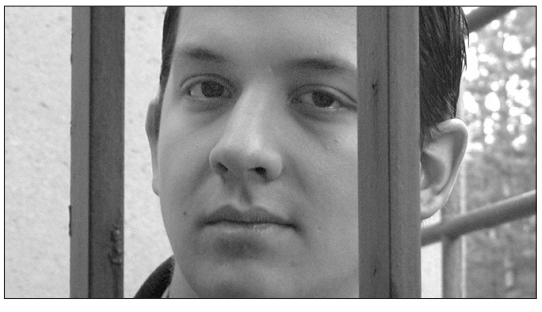
Quartier Libre
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

L'ÉNIGME CASTRÉE

Le Quartier Libre - 19 novembre 2003 - Vol. 11, no 7

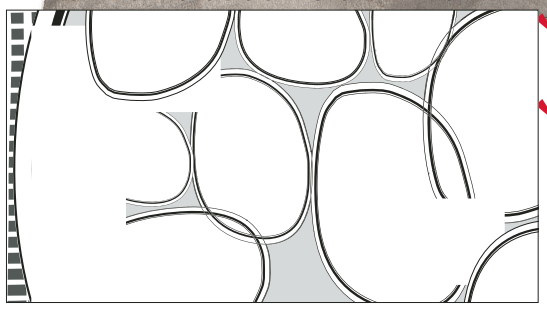
CAMPUS

«AFFAIRE MOSZKOWSKI»: L'UNIVERSITÉ SE DÉFEND



SOCIÉTÉ

LOI SUR LE CLONAGE: LES CELLULES SOUCHES S'ENRACINENT



CULTURE

BD MADELINOTE: COMME UN OURAGAN

WWW.QL.UMONTREAL.CA

TRANSPORT EN COMMUN
le gouvernement libéral doit voir plus loin que le bout de son nez

François Vincent
Coordonnateur aux affaires externes

Depuis déjà quelques mois, la FAÉCUM travaille activement sur le dossier d'une loi-cadre qui a pour objectif de baliser les frais de scolarité afin de consacrer de façon définitive le gel des droits de scolarité au Québec. De surcroît, nous avons intensifié nos pressions sur le gouvernement afin d'obtenir un réinvestissement en éducation. Présentement, un autre dossier touchant directement les étudiants attire notre attention, il s'agit du transport en commun, un service public essentiel pour les étudiants et qui est présentement sous-financé par le gouvernement provincial. En effet, Québec n'a cessé de diminuer sa contribution au transport en commun depuis 1992. Nous estimons ainsi le manque à gagner pour l'ensemble de la province à plus de 192 millions de dollars. Puisque, conformément aux annonces gouvernementales, seulement deux ministères ne feront pas l'objet de compressions cette année, nous pouvons donc prévoir encore une baisse de financement public en transport en commun. Nous jugeons qu'il est impératif que le gouvernement octroi un financement raisonnable au transport en commun afin de permettre aux sociétés de transport, en particulier celle de Montréal, d'améliorer leurs infrastructures et leurs services. Les tarifs ont augmenté énormément ces dernières années (4 % en janvier 2003, 4 % en juillet 2003 et une possibilité de 10 % en janvier 2004) afin de compenser la perte du financement du gouvernement provincial. Cependant, un consensus semble s'exprimer au sein de la société civile. En effet, tant les sociétés de transport, les autorités municipales que les usagers désirent une augmentation substantielle du financement public afin de palier à la désuétude des infrastructures et de pourvoir à l'amélioration du service. Notons à cet effet qu'une Coalition s'est formée afin de revendiquer le gel des tarifs et un réinvestissement du transport en commun.

Le transport en commun demeure un service essentiel pour les étudiantes et étudiants. Partant du fait que la majorité des étudiants vivent sous le seuil de la pauvreté, l'accès au transport en commun leur est indispensable afin d'assurer leur mobilité. Les augmentations récentes des tarifs de transport représentent des hausses largement supérieures à l'augmentation du coût de la vie. Les étudiants se trouvent d'ores et déjà dans une situation économique précaire et doivent assumer des pertes de liquidité constantes afin de pouvoir se déplacer. Le gel des tarifs est conséquemment indispensable pour ces derniers. Puisque les étudiants composeront la future clientèle des sociétés de transport, il serait malvenu de leur restreindre aujourd'hui l'accès, car ils se tourneront vers d'autres modes de transport. Rappelons que, sans le financement provincial, l'administration Tremblay ne remplira jamais sa promesse d'étendre le tarif réduit à tous les étudiants à temps plein et ce, sans discrimination selon l'âge.

Un nouveau cadre financier est primordial pour la Société de transport de Montréal (STM) car de grandes rénovations doivent être effectuées dans le métro. Le cadre financier était prévu pour cette année, mais tout porte à croire que le nouveau gouvernement repoussera le refinancement d'un an. Tout indique également que le gouvernement de Jean Charest entend diminuer son financement du transport en commun. Le scénario est connu, les sociétés de transport n'auront d'autres choix que d'augmenter les tarifs des usagers afin d'éviter les déficits.

Il est également primordial d'investir dans le transport en commun ne serait-ce que pour améliorer la santé publique et l'environnement. Le transport en commun représente une des solutions pour arriver à respecter les engagements pris lors de la signature du protocole de Kyoto. La baisse de l'émission des gaz à effet de serre passe par la diminution du nombre de voitures sur les routes, lesquelles sont responsables de 38 % des émissions des gaz à effet de serre.

QUÉBEC N'A CESSÉ DE DIMINUER SA CONTRIBUTION AU TRANSPORT EN COMMUN DEPUIS 1992

Prenez donc note qu'une pétition circulera bientôt sur le campus afin de demander au gouvernement provincial ainsi qu'à la Ville de Montréal d'investir en transport en commun et de geler les tarifs.

À LA UNE

Ni Amélie Poulain, ni Julie Doucet, ni Brigitte Fontaine, ni Cat Power. Geneviève Castrée résiste à toutes les comparaisons et conserve son mystère. Aurore Lehmann a tenté de résoudre l'énigme posée par la bédéiste québécoise.

À lire en page 21.

Dessin : Geneviève Castrée
conception : Calcul mental

SOMMAIRE

CAMPUS

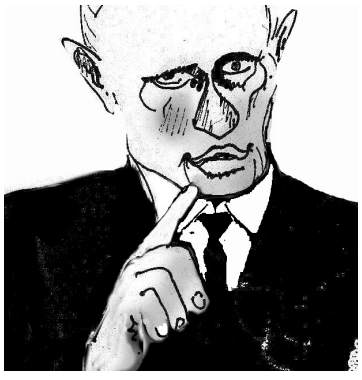
L'affaire Moszkowski:
aide-toi, l'UdeM t'aidera p.5
Maîtrise du français:
Do you speak english, dear student p.5
Renseigneemnts gouvernementaux:
publications sans papier p.7
Rallonger les études pour réduire les fractures p.7

SOCIÉTÉ

La mère de toutes les cellules p.9
Consigne au Québec:
jus sans le sou p.11

MONDE

Les belles histoires des pays d'anglo p.12
Dire «Hi» à la culture américaine p.12
Minerai domestique, diamant exotique p.15
Poutine au pétrole p.17



INTERVIEWÉ(S)

Jean-François Gaudet et Hugues Poirier p.19

CULTURE

La tête qui dépasse: Genenvième Castrée p.21
Médias alternatifs:l'union fait l'indépendance p.20
Mussolini sur ses grands chevaux à Montréal p.20
Les dessous chics:réalisateur de disques p.23

Montreal funky town p.24
Chronique BD p.25
Chronique CD p.25
Oeuvre au noir p.25
BD: Arabesque 7/16 ..... p.27

Quartier Libre

DIRECTRICE
Mikaëlle Monfort
monfortmikaelle@hotmail.com

CHEFS DE PUPITRE
Campus : Alexandre Benoit
alexandrebenoit73@hotmail.com
Société/Monde : Samuel Auger
neoway@hotmail.com
Culture : Eric Dussault

DIRECTION INFO VISUELLE
Calculmental @altern.org

PHOTOGRAPHE
Dominic Gauthier- gauthdom@hotmail.com

ILLUSTRATEUR
Calcul Mental

COLLABORATEURS
Martin Auger, Olivier Bélanger, Annick Chainey, Martina Djogo, Stéphanie Duret, Aurore Lehmann, Estelle Puig, Jean-François Rioux, Joan Roch, Caroline Roy,

CORRECTEUR
Serge Bergeron

INFOGRAPHIE
© Zirval Design & Imprimerie
(514) 525-3781

PUBLICITÉ
Accès-Média (524-1182)

IMPRESSION
Prime-Litho

DISTRIBUTION
R.C. Graphiques
Le *Quartier Libre* est le journal des étudiants de l'Université de Montréal publié par *Les Publications du Quartier Libre*, une corporation sans but lucratif créée par des étudiants en 1993.
Bimensuel, le *Quartier Libre* est distribué gratuitement sur tout le campus de l'Université de Montréal et dans ses environs.
Nos bureaux sont situés au:
2350, Édouard-Montpetit, Résidences de l'UdeM (Local 5115) C.P. 6128, succ. Centre-Ville, Montréal (Québec) H3C 3J7
Tél.: (514) 343-7630 - Téléc.: (514) 343-7744
Site Web: www.ql.umontreal.ca
Courriel: quartierlibre@hotmail.com
Le *Quartier Libre* est membre de la Presse universitaire indépendante du Québec (PUIQ)
Dépôt légal:
Bibliothèque nationale du Québec
Bibliothèque nationale du Canada
ISBN 1198-9416
Tout texte publié dans le *Quartier Libre* peut être reproduit avec mention obligatoire de la source.
PROCHAINE PARUTION
Mercredi 19 novembre 2003

PROCHAINE TOMBÉE
Jeudi 27 novembre 2003

ÉDITORIAL

LE PRINCE, L'ÉNIGME ET L'AUTODAFÉ

Mikaëlle MONFORT

Cette semaine, Martin Auger, notre chroniqueur des «pays d'anglo», plus intéressé par les phénomènes paranormaux que par les révolutions de placards à balais de Buckhingham, nous parle de l'hôte du Loch Ness…

De toute façon, quand bien même Martin aurait souhaité nous entretenir des nouveaux déboires du prince Charles qu'il aurait été bien en peine de le faire. Si la presse à scandales britannique – que Martin évoquait dans sa première chronique – se délecte de rumeurs prêtant une aventure ancillaire mais masculine au Prince de Galles, elle ne peut en révéler les détails au public en raison d'une interdiction édictée par la Haute Cour de Londres.

Certes, les journaux européens du continent ne sont pas frappés par la même interdiction. Aussi ne se sont-ils pas privés d'évoquer «l'affaire Charles». Mais voilà que les distributeurs de ces journaux européens ont pris sur eux de les éliminer plutôt que de les placer dans les kiosques! Ainsi, les 7000 exemplaires du quotidien français *Le Monde* datés du 11novembre 2003 voyageant par *Eurostar* entre Paris et Londres ont-ils été interceptés et détruits à leur arrivée en sol britannique.

Au même moment, au Québec, une ordonnance de non-accessibilité et de non-publication empêchait les médias de révéler au public l'identité d'une princesse québécoise de la bicyclettequi se serait fait administrer de l'EPO par un médecin…

Certes, ces deux cas sont dérisoires. Dans l'un comme dans l'autre, les identités que l'on voudrait tenir secrètes sont en réalité connues de tous et la périphrase obligatoirement utilisée pour les désigner devient une figure de style amusante.

On savait déjà que l'autocensure avait depuis longtemps avantageusement remplacé la censure. On mesurait en outre à quel point l'emprise de groupes financiers avait une incidence sur le contenu éditorial et rédactionnel des organes de presse. Et voilà maintenant les ordonnances et injonctions de non-publication!

Ce qui est moins amusant en revanche, c'est de constater l'existence d'un nouveau bâillon possible pour la presse.

On savait déjà que l'autocensure avait depuis longtemps avantageusement remplacé la censure. On mesurait en outre à quel point l'emprise de groupes financiers avait une incidence sur le contenu éditorial et rédactionnel des organes de presse. Et voilà maintenant les ordonnances et injonctions de non-publication!

Ce contrôle sur le contenu de tous les journaux, cette bride tenue serrée qui remplace en Occident les censeurs gouvernementaux trop grossiers eu égard au degré de raffinement que nous avons atteint, voilà ce qui gêne!

Et la gêne du journaliste, c'est ça qui chasse le plaisir du lecteur, n'est-ce pas? Au sein des journaux étudiants, la règle n'est pas différente. On aimerait donc que leurs collaborateurs aient la latitude de s'exprimer autrement que par énigmes même si certaines d'entre elles -lorsqu'il s'agit de l'énigme Castrée par exemple- sont fort séduisantes. Si le mystère attaché à certaines personnalités ne peut jamais être totalement dissipé, le mystère entourant certaines pratiques doit en revanche pouvoir être levé... Et cela, sans que l'on ait pour autant à apprécier le raffinement nouveau de ceux qui en d'autres temps n'auraient pas hésité à allumer des autodafés...

VERT

L'ADOPTION D'UNE POLITIQUE ENVIRONNEMENTALE À L'UDEM

Philippe Bélanger
Corrodonnateur aux affaires institutionnelles

Après des années de travail, l'Université de Montréal est enfin en voie d'adopter une politique institutionnelle en matière d'environnement. Il était, vous en conviendrez, plus que temps. Se targuant d'être l'un des plus grand pôle du rayonnement académique francophone en Amérique, il était impératif que l'UdeM se dote d'un énoncé de politique et d'un comité statutaire en matière d'environnement.

Bien que la chose ne soit pas définitive, puisque le Conseil de l'Université n'a toujours pas estampillé de son ultime sceau cette dite politique, le processus est sur une bonne voie. Il faut savoir que l'Université s'est penchée sur des problématiques environnementales dès 1973. Il était question à ce moment d'intégrer des notions environnementales aux cursus de certains cours. Le comité de planification de l'Université allait, pour sa part, attendre 1991 avant d'admettre la «responsabilité intellectuelle et sociale de l'UdeM dans l'éveil d'une conscience environnementale». Et il fallut attendre encore une décennie avant que le comité consultatif en matière d'environnement ne voit le jour, qu'il n'élabore une politique et ne la fasse adopter. Pourtant, suite au premier véritable bilan environnemental de 1994, il était déjà question du problème posé par l'absence «de coordination des activités en matière d'environnement au sein d'une structure quelconque de gestion» .

Selon le document, les principaux objectifs visés par cette politique sont liés à la prévention, à la réduction à la source, au réemploi, à la récupération, au recyclage et à la valorisations des ressources naturelles sous toutes ses formes. Il y est également souligné l'importance de sensibiliser et d'impliquer l'ensemble de la communauté universitaire au processus de responsabilisation sociale qui en résulte. La tâche n'est pas mince et nécessitera probablement quelques ressources financières supplémentaires afin d'appuyer cette nouvelle orientation institutionnelle. Il est cependant intéressant de noter que les solutions de type environnementales ont généralement l'avantage d'être beaucoup moins énergivores d'un point de vue global et peuvent résulter en une substantielle économie à long terme. Ainsi, en implantant un système de chauffage décentralisé, l'Université prévient la grande perte d'énergie calorifique occasionnée par un système de chauffage central ayant à transporter l'eau ou la vapeur sur une trop grande distance. Pour un investissement d'environ 12 millions de dollars, la Direction des immeubles en viendra par la suite à économiser pour l'équivalent de 2 millions par année en combustible. Il s'agit sans conteste d'une solution fort rentable à moyen et long terme.

Il y a cependant d'autres choix qui nécessiteront des efforts concertés de plusieurs composantes de la communauté Universitaire. Entre autres, l'implantation d'un système uniformisé de tri à la source permettant le recyclage se voudra être l'exemple le plus frappant d'une volonté ferme de l'institution de faire progresser la cause environnementale. D'une part, il est clair que cela ne pourra pas se faire sans un effort d'adaptation considérable du travail des employés d'entretien. Pourtant, tous et chacun devront être consciencieux en déposant correctement leurs items dans les compartiments de recyclage prévus à cet effet. Tout comme pour l'utilisation de transports respectueux de l'environnement, une utilisation mesurée de l'eau et la réduction des déchets domestiques, le principal effort consiste en un travail de sensibilisation auprès de la gente universitaire. En effet, bien que le recyclage soit quelque chose de primordial, il n'en demeure pas moins que l'utilisation optimale de chaque ressource demeure encore plus viable d'un point de vue global. Ainsi, chaque feuille de papier peut avoir une double vie du moment où l'ont prend la peine de l'utiliser recto verso. Parce que le recyclage c'est bien, mais la réduction à la source c'est encore mieux.

Finalement, pour rendre à César ce qui appartient à César, il est intéressant de noter que l'Université récupère déjà environ trois cents tonnes de papier grâce aux multiples bacs situés près des photocopieurs et imprimantes. De plus, les nouvelles constructions sur le campus ont principalement été érigées sur des terrains de stationnement, ce qui a eu pour double effet de préserver les espaces verts sur le campus et de favoriser, par la bande, un autre type de transport que la voiture. Néanmoins, de nombreuses initiatives sont encore à développer. À commencer par ce qui semble le plus criant : un système d'îlots de récupération accessibles à la grandeur du campus et ce, dix ans après l'Université Laval ...

CHAQUE FEUILLE DE PAPIER PEUT AVOIR UNE DOUBLE VIE DU MOMENT OÙ L'ON PREND LA PEINE DE L'UTILISER RECTO VERSO

Affaire Gabriel Moszkowski

À L'ÉTUDIANT DE JOUER

Réaction mitigée de la direction de l'UdeM et du département d'informatique face à la sortie du 9 novembre de Gabriel Moszkowski. L'étudiant, selon les administrations, devrait faire preuve de plus de souplesse pour régler l'impasse causée par l'échec du financement de son projet de recherche.

Alexandre BENOIT

L'étudiant français de 22 ans a reçu le 14 juillet une lettre du département d'informatique de l'Université de Montréal confirmant l'acceptation de son projet de recherche au doctorat. La proposition initiale comprenait quatre ans de recherche dans le domaine de l'informatique distribuée. Le projet lui garantissait un financement de quinze mille dollars pendant les quatre années de son passage sur le campus.

Cependant, le 26 septembre, le professeur du département d'informatique chargé de l'encadrer, Brigitte Jaumard, lui annonce que l'offre initiale de financement ne tient plus. Le professeur n'a pu recevoir la subvention nécessaire à la tenue du projet de recherche. Ce qui a pour l'étudiant des conséquences plus que fâcheuses. «*Je dois payer au total 1800$ de frais de scolarité pour cette session, le mois de loyer aux résidences de l'Université et les pénalités en frais d'intérêts pour absence de fonds*», clame l'étudiant.

GABRIEL MOSZKOWSKI

Le règlement 30.2 de l'Université, qui traite de la cessation de direction de recherche, stipule que «*le doyen de la faculté intéressée, le directeur du département ou le directeur du programme doit aider l'étudiant à trouver un nouveau directeur de recherche*». Et le temps presse : si aucun directeur n'est choisi d'ici la fin de la session, le même article prescrit que «*la candidature de l'étudiant prend fin si, au terme du trimestre qui suit cette autorisation, aucun directeur de recherche n'a accepté de diriger celui-ci dans ses travaux de recherche*».

Mais selon Gabriel Moszkowski, «*les projets proposés par le département ne correspondaient en rien aux objectifs fixés au départ. Passer de l'informatique distribuée à l'informatique théorique ou au génie logiciel, c'est comme passer d'un projet de recherche en médecine à un autre en biologie*».

NUANÇONS, DIT L'ADMINISTRATION

Le directeur des études supérieures au département d'informatique, Jian-Yun Nie, affirme qu'un cas comme celui vécu par Gabriel Moszkoski se produit souvent. «*Dans la plupart des cas, dans le domaine des sciences et du génie, au niveau du doctorat, l'étudiant approche le professeur qui, lui, préalablement reçoit une subvention pour réaliser le projet conjointement. Nous reconnaissons que l'attitude de Madame Jaumard a été imprudente en ces circonstances, en ce sens où elle a tenu un peu trop vite pour acquis les fonds de recherche qu'elle souhaitait. C'est un cas que je qualifierais d'isolé*».

Cependant, aux dires du directeur des études supérieures, «*l'ensemble des trois projets proposés par l'administration n'est pas aussi incompatible que le prétend l'étudiant. L'informatique distribuée ou l'algorithme distribué, consiste à coordonner l'exécution de plusieurs ordinateurs. Les trois projets proposés en génie logiciel, en robotique ou en théorie de l'informatique, bien qu'ils ne correspondent pas à 100 % à la discipline désirée au départ par monsieur Moszkowski, offrent des aspects réconciliables*», explique monsieur Nie.

Un point de vue partagé par le doyen de la Faculté des Études supérieures, Louis Maheu. «*Je suis intervenu pour qu'un versement de 1200 dollars par mois soit attribué à Gabriel afin de compenser les 15000 dollars perdus. Mais, à long terme, il lui faudra un sujet d'études. Compte tenu des efforts faits et des propositions faites par le département, je ne suis pas sûr que M. Moszkowski a fait sa part.*»

Maîtrise du français sur le campus

UN COURS FOR ME AND YOU

Un comité chargé de définir les exigences en matière de langue française vis-à-vis des professeurs anglophones doit déposer un premier rapport et présenter ses recommandations à l'Université à la fin de l'automne. Le tout pour pallier une situation parfois tendue entre profs et étudiants.

Stéphanie DURET

Posée dans le cadre d'un reportage sur un éventuel laxisme de l'administration universitaire sur l'aspect linguistique, la question a quelque peu fait «bondir» Gisèle Painchaud. Une «détérioration insidieuse de la langue française sur le campus … ?» La vice-rectrice aux ressources humaines de l'Université de Montréal en a même catégoriquement rejeté l'éventualité.

Elle en veut pour preuve les outils que s'est donnés l'Université de Montréal au cours des dernières années afin de «*préciser le régime institutionnel (encadrant) l'utilisation du français comme langue des études, du travail et des communications*». Il s'agit tout d'abord d'une politique linguistique, adoptée en novembre 2001, qui a clairement énoncé les modalités de recrutement du personnel enseignant et de recherche non-francophone, et l'inscription d'étudiants non-francophones.

Depuis l'adoption de la politique linguistique, les professeurs comme les étudiants doivent se soumettre à certaines conditions, dont l'obligation de «*maîtriser le français à l'entrée en fonction*» pour les premiers (article10.1) et de réussir un test de connaissance du français afin de remplir les conditions d'admission ou d'inscription (article 3.2-annexe B).

En attendant, le contrôle du niveau en français se fait lors du recrutement et, si nécessaire, des cours de soutien en français sont offerts. Et la période d'apprentissage peut s'étendre sur trois ans … ce qui en laisse certains songeurs.

INCONFORT ET IMPERFECTION

C'est le cas de Bruno Lespérance, délégué externe de l'Association de sciences économiques et étudiant dans le bacc bidisciplinaire sciences économiques et mathématiques qui, depuis l'an passé, a relevé quelques cas de professeurs s'exprimant difficilement, voire très mal, en français et officiant dans les départements de sciences économiques et surtout de mathématiques. Formulation incompréhensible d'une question d'évaluation, français parlé difficilement compréhensible, traduction peu adéquate de l'anglais vers le français, voilà ce que le jeune homme trouve peu acceptable dans une grande université francophone comme l'UdeM. Une situation que le délégué dit «*savoir exister probablement ailleurs, sans que personne ne se plaigne jamais*».

Le point sur cet état de fait pourrait d'ailleurs être soulevé à l'interne et à l'externe lors d'une prochaine réunion de l'Association, selon M. Lespérance.

LA PART DES CHOSES

De son côté, Michel Poitevin, directeur du département de sciences économiques, estime que l'Université de Montréal et le département font leur part en matière de protection de la langue française.

«*Pour maintenir un certain niveau sur le marché, le département prospecte auprès de candidats de tous les pays et il n'y pas beaucoup de francophones dans ce domaine. Notre département est l'un des plus cosmopolites de l'Université. Mais nous n'avons jamais reçu de plaintes ni d'étudiants ni d'associations*», relate M. Poitevin, qui précise que le recrutement des professeurs se fait selon un processus très rigoureux, lors duquel la qualité de la langue française des candidats est évaluée en priorité.

Après le recrutement, la qualité du français, notamment écrit, des enseignants est constamment contrôlée, et le cas échéant, améliorée, souligne M. Poitevin.

Et après deux années, le dossier de l'enseignant est réévalué selon le directeur. Donc, si des lacunes persistent même après le délai prescrit, un non renouvellement du contrat de l'enseignant est plausible.

«*Chose qui ne s'est cependant jamais produite au sein du département*», affirme Michel Poitevin. Cependant, ce dernier admet que des cas de professeurs ne maîtrisant pas la langue puissent exister au sein de l'UdeM.

« *La machine n'est pas parfaite* », conclut-il. Madame Painchaud estime que les devoirs de l'UdeM ont été faits sur ce dossier linguistique. Mais … «*cela prend un temps raisonnable pour apprendre et parfaire l'apprentissage d'une langue. Cela dépend du temps que l'on peut y consacrer, cela dépend de la langue maternelle. Des balises plus claires vont être fixées avec le rapport du Comité. En attendant, il faut faire preuve de tolérance vis-à-vis des personnes qui apprennent la langue française. L'Université a tout intérêt à ce que beaucoup de gens parlent francais,* plaide-t-elle. *Mais soyons tolérants.*»

BRÈVES CAMPUS

Terreur chez les cols bleus de l'Université d'Ottawa

Ottawa (*La Rotonde*-PUIQ) - Les employés de soutien de l'Université d'Ottawa tentent pour une troisième fois de se syndiquer. Ils veulent mettre ainsi fin à un climat de travail survolté dans l'une des seules universités canadiennes où les cols bleus n'ont pas de centrale syndicale pour protéger leurs droits.

L'agente de syndicalisation de l'Alliance de la fonction publique du Canada, Angèle Cadieux, croit que les demandes des employés de soutien sont légitimes «*Ce que nous voulons, c'est de la dignité, du respect et de la démocratie au travail*», explique-t-elle. Il lui faudra convaincre une majorité absolue des 1600 employés de soutien de l'Université à cette fin.

Lors de la réunion informative sur l'ébauche d'un contrat de travail avec l'employeur, le 29 octobre dernier, l'image de l'Université a été largement égratignée. Il s'est vite établi un consensus parmi les employés présents. «*Il subsiste ici un climat de peur qui empêche les travailleurs de se sentir à l'aise de dénoncer les injustices*», se sont exclamées les personnes présentes. Et les injustices ne manquent pas : des employés qui disent ne pas prendre de pauses, de peur de se faire réprimander, des heures de travail excessives, des licenciements injustifiés.

La seule association des travailleurs existante, l'Association des employés de l'Université d'Ottawa, n'a, selon son président, Pierre Bertrand, «*aucun pouvoir*», allant jusqu'à la qualifier d'association-bidon. Ultimement, l'administration du campus de la capitale fédérale a un droit de veto sur les décisions que cette association prend, le choix de l'arbitre relevant de la haute administration.

Tragédie de la Polytechnique : le souvenir persiste

Regina (*CUP*) - Un groupe de femmes de l'Université de Winnipeg entreprend une pétition afin de faire du 6 décembre la journée de lutte contre la violence faite aux femmes. Le collectif Nouvelle Vague veut ainsi donner une journée de réflexion, afin d'accentuer les mesures de protection des institutions scolaires de la province pour les jeunes femmes.

«*Il s'agit d'un enjeu majeur, et pourtant, au cours des dernières années, les activités de sensibilisation que nous avons réalisées se sont avérées peu concluantes, car elles avaient lieu en pleine période d'examens*», explique Sarah Amyot, porte-parole de Nouvelle Vague.

Le collectif demande ainsi à l'Université un moratoire sur la tenue d'examen et de séminaires lors de cette journée.

Le Fureteur en bref

Ateliers et services de l'Université de Montréal

CULTURE

Théâtre

Derniers remords avant l'oubli de Jean-Luc Lagarce

Photo : Annie Bastien

Spectacle de la Troupe de théâtre U de M (TUM)
Mise en scène de Luc Arsenault

21,22 et 23 novembre
vendredi et samedi à 20 h
dimanche à 14 h et 20 h
Centre d'essai
Centre étudiant
Pav. J.-A.-DeSève, 6e étage
Entrée : 10 $ (étudiants U de M) / 15 $ (grand public)

Joyeux Noël Charlie Brown ! de Charles Schultz
Petit-TUM, théâtre pour enfants
Mise en scène de Louis-François Grenier

29 et 30 novembre
6, 7, 13 et 14 décembre
Samedi et dimanche à 13 h et 16 h
Studio théâtre
Centre étudiant
Pav. J.-A.-DeSève, 6e étage
Entrée : 5 $ (enfant et étudiant U de M) / 10 $ (adulte)

Info-THÉATRE
(514) **343.6111**, poste **4691**
www.sac.umontreal.ca

EMPLOI

Clinique CV

19 novembre
Pour faire revoir son CV par une conseillère en emploi et une professionnelle du Centre de communication écrite.

Ateliers de recherche d'emploi

Le curriculum vitæ pour un emploi à l'international
19 nov., 13 h 45 à 15 h 30

Préparation à l'entrevue
25 nov., 13 h 45 à 15 h 30

GRATUIT

Simulation d'entrevues
27 nov., 13 h 30 à 16 h 45

Inscription obligatoire :
Service universitaire de l'emploi
(514) **343.6736**
www.emploi.umontreal.ca

ENTRAIDE

Du 19 novembre au 10 décembre

Campagne des paniers de Noël

Collecte de denrées non périssables, de jouets, de livres et de dons en argent au profit des étudiants dans le besoin de l'U de M. Des endroits sont prévus dans les pavillons pour déposer les dons.

Info-paniers : (514) **343.7896**

Pour recevoir un panier de Noël, une demande doit être déposée auprès de la conseillère du dépannage alimentaire et de l'aide d'urgence, Amantina Osorio.

Info : (514) **343.6111**, poste **1024**

Semaine de la prévention du harcèlement

19 et 20 nov., 10 h à 13 h – 16 h à 19 h
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant

Service d'action humanitaire et communautaire
(514) **343.7896**
www.serdahc.umontreal.ca

COUNSELING

Ateliers du SOCP

Toujours en retard ! La folie de la dernière minute
20 nov., 16 h à 18 h 30
Inscription avant le 10 nov. Étudiants U de M : 25 $
Pavillon 2101, boul. Édouard-Montpetit, local 013-3

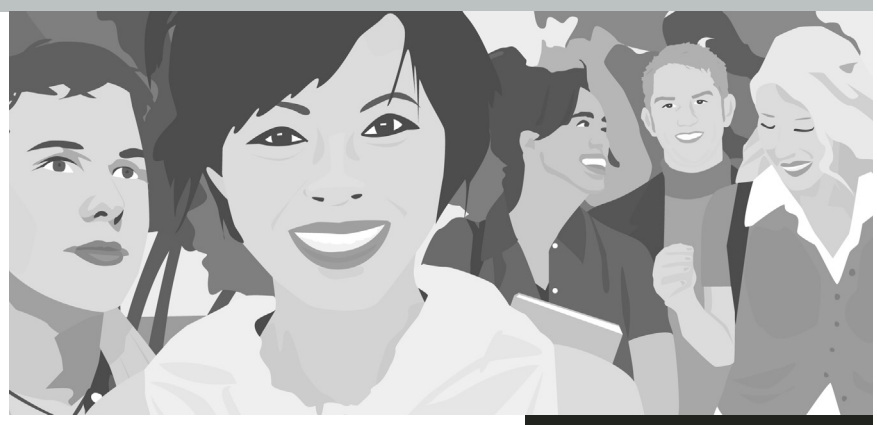
Heureux d'être célibataire ?
20 nov., 19 h à 21 h 30
Inscription avant le 7 nov. Étudiants U de M : 25 $
Pavillon 2101, boul. Édouard-Montpetit, local 013-3

Le perfectionnisme : lorsqu'il nous rend la vie difficile…
20 et 27 nov., 19 h à 21 h 30
Inscription avant le 7 nov. Étudiants U de M : 40 $
Pavillon Marguerite-d'Youville, local 1082

Les conflits interpersonnels… Comment les résoudre?
24 nov. et 1er déc., 19 h à 21 h 30
Étudiants U de M : 25 $. Inscription avant le 19 nov.
Pav. Marguerite-d'Youville, local 1082

« Chéri, t'es trop macho, pas assez tendre… trop doux, pas assez rose ! »
26 nov., 19 h à 21 h. Étudiants U de M : gratuit.
Inscription avant le 20 nov.
Pav. Marguerite-d'Youville, local 1082

Inscription :
Service d'orientation et de consultation psychologique
(514) **343.6853**
www.socp.umontreal.ca



RESSOURCES

Changez de cour d'école !

Journée des programmes de mobilité étudiante

Mercredi 26 novembre 2003

Une occasion unique de connaître les programmes de mobilité universitaire nationale et internationale offerts à l'U de M.

- **Foire aux kiosques**
  Venez vous informer sur les séjours d'études à l'étranger.
  de 11 h 30 à 13 h
  Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, 2e étage
- **Regards sur le monde**
  Venez découvrir les possibilités de stages d'études et de séjours de recherche avec les conférences de deux anciennes participantes.
  de 16 h 30 à 18 h 30
  Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, 3e étage, local B-3345

Programmes d'échanges d'étudiants

Rencontres d'information générale
Qui peut participer ? Comment s'y prendre ?
Quand déposer sa demande ?
Les mardis : 13 h 45 à 14 h 30
Les jeudis : 12 h à 12 h 45

Maison internationale
(514) **343.6111**, poste **5366**
www.bei.umontreal.ca/maisoninternationale

Services aux étudiants

Service des activités culturelles [SAC]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, bureau C-2524
(514) **343.6524**
www.sac.umontreal.ca

Service d'orientation et de consultation psychologique [SOCP]
2101, boul. Édouard-Montpetit, 3e étage
Consultation psychologique, orientation et ateliers : (514) **343.6853**
Information scolaire et professionnelle : (514) **343.7890**
www.socp.umontreal.ca

Service de santé
2101, boul. Édouard-Montpetit
(514) **343.6452**
www.sante.umontreal.ca

Service d'action humanitaire et communautaire [Service d'AHC]
Pavillon 3200, rue Jean-Brillant, local B-2253
(514) **343.7896**
www.serdahc.umontreal.ca

Service universitaire de l'emploi [SUE]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit, local A-0304
(514) **343.6736**
www.emploi.umontreal.ca

Services socio-économiques [SSE]
Centre étudiant / Pavillon J.-A.-DeSève
2332, boul. Édouard-Montpetit
- Bureau de l'aide financière [BAF]
  Local A-4302
  (514) **343.6145** (messagerie vocale)
  www.baf.umontreal.ca
- Bureau des étudiants handicapés [BEH]
  Local C-4439
  (514) **343.7928** ou (514) **343.7013**
  www.beh.umontreal.ca
- Bureau du logement hors campus
  Local B-3429
  (514) **343.6533**
  www.logement.umontreal.ca
- Bureau des étudiants internationaux [BEI]
  Local C-351
  (514) **343.6935**
  www.bei.umontreal.ca
  Maison internationale
  Local A-0300
  (514) **343.6111**, poste **5366**
  www.bei.umontreal.ca/maisoninternationale

Université de Montréal

Documents gouvernementaux à l'UdeM

LE GOUVERNEMENT SANS LIGNES

D'abord une contradiction. D'une main, le gouvernement Charest désire concentrer son offre de service, par l'introduction du gouvernement en ligne. Mais de l'autre, il abandonne la vision du gouvernement précédent sur la diffusion des documents officiels. Les bibliothèques de l'UdeM auront-elles moins d'informations sur le gouvernement à nous offrir ?

Alexandre BENOIT

L'année 1997 marque un tournant dans l'offre d'informations gouvernementales. L'Université de Montréal, cesse de recevoir de façon automatique la copie papier des documents officiels des ministères et organismes du gouvernement québécois.

«*À cette époque, le gouvernement voulait un virage clair en faveur de l'électronique. Avant 1997, tout ce qui était essentiel arrivait tout seul : les débats parlementaires, les politiques ministérielles, les rapports annuels, l'état des dépenses. Après 1997, c'est plutôt un pourcentage non exhaustif de 50 % de ces sources arrivait automatiquement. Mais pour le reste, on devait s'en remettre à des démarches de procuration à la pièce*», explique Nicole Tremblay, chef de service de la section des publications gouvernementales à la Bibliothèque Samuel-Bronfman.

ÉCRIT OU ÉLECTRONIQUE: LEQUEL CHOISIR?

Cette situation a créé trois problèmes. «*Dans la gestion au quotidien, l'offre de documents en deux versions, électronique et papier, nous amène à nous poser la question : compte tenu des coûts, garderons-nous le double approvisionnement? Une interrogation qui en entraîne deux autres. Sur la pérennité du document : l'écrit est là en permanence, mais qui nous dit quand, par exemple, une version d'un rapport annuel d'il y a cinq ans, va être retirée du site web? Et lorsque la publication est disponible seulement sur le web, les démarches pour se procurer la copie papier sont très complexes, compte tenu des droits de reproduction. Il s'agit de cas pour l'instant minimes, de l'ordre de 10 % de notre volume d'acquisition, mais ça peut changer très vite*», poursuit Mme Tremblay.

INQUIÉTUDES PARTAGÉES

Lors d'une allocution prononcée à la Commission parlementaire sur la culture le 25 septembre dernier, la présidente de la Commission d'accès à l'information (CAI), Jennifer Stoddart, y allait de ses recommandations pour remédier à la situation. Elle prescrivait, entre autres choses, «*de rendre l'information publique avant que le citoyen en fasse la demande*»

En clair, un organisme public, selon Mme Stoddart, «*devrait diffuser, sans attendre une demande d'accès, les politiques, manuels, directives et autres principes qui sont appliqués dans l'organisme, s'ils ont une influence directe sur les rapports qu'entretient l'État avec ses administrés*».

C'est un souhait qui s'accompagne d'une autre inquiétude. L'article 37 de la Loi sur l'accès à l'information sert souvent de fondement pour refuser l'accès à un document. Dans le cas d'une information compromettante, la mesure législative prévoit un délai de rétention de dix ans. Question d'éviter la perte de pertinence de ces informations, la présidente de la CAI suggérait une réduction de ce délai à cinq ans.

Du rêve? C'est du moins ce qu'en croit Denis Saint-Martin, professeur en administration publique au département de science politique de l'Université de Montréal. «*Il n'y a pas de ressources fixes par ministère pour la publication de l'information. En plus, il n'y a pas à Québec la volonté de numériser des documents d'années antérieures. Mais, encore plus inquiétant, il y a l'abandon du programme* «Gestion intégrée des ressources» (GIRES*), qui offrait des garanties claires en matière d'offre d'informations gouvernementales*».

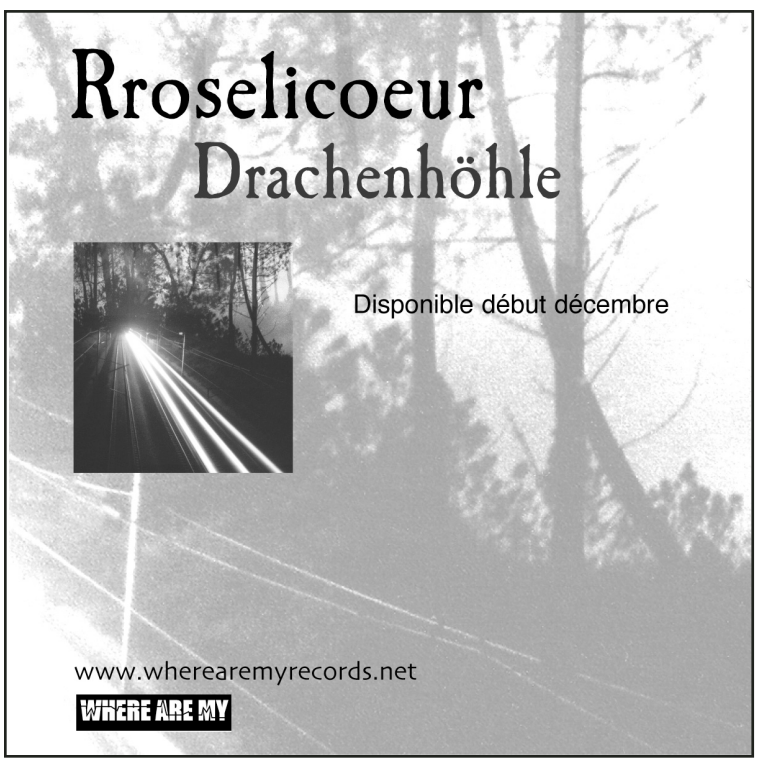
Abandonné le 30 septembre dans un contexte de compression gouvernementale, le programme GIRES consistait en un ambitieux programme issu du gouvernement du Parti québécois. D'une valeur initiale prévue de 80 millions en 1999, sa facture est finalement grimpée à près de 350 millions.

Ce qui a fait dire à la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérome-Forget «*que le temps était venu de se concentrer sur la mise en place de solutions qui répondent aux besoins des citoyens et à la réelle capacité financière du gouvernement*».

Pourtant, le projet GIRES, à son origine, était doté d'une vision en matière de diffusion d'information. Les recommandations du Secrétariat du Conseil du trésor remises à la ministre Jérome-Forget montrait que «*GIRES devait assurer une fiabilité et une accessibilité en temps opportun à cette information* [de l'utilisation des ressources financières et matérielles] *et ce, en tenant compte de la protection des renseignements personnels*».

EFFICIENCE OU TRANSPARENCE?

La seule garantie écrite dans le plan d'action du gouvernement libéral est «*la mise sur pied d'un portail qui permettrait aux contribuables de traiter facilement et de façon transparente avec tout l'appareil gouvernemental*». En abandonnant GIRES, c'est toute une vision en matière de diffusion de l'information gouvernementale qui est à redéfinir.



Études pour professionnels de la santé

LE DIPLÔME DANS LE PLÂTRE

Puisque l'on espère vivre de plus en plus vieux, parce que la technologie médicale progresse à une vitesse folle, les connaissances exigées des professionnels de la santé ne cessent d'augmenter. Étudiants en ergothérapie, physiothérapie et audiologie, vous resterez sur les bancs d'école un an de plus ! Le temps d'une maîtrise ou même d'un doctorat...

Caroline ROY

L'Association canadienne des ergothérapeutes a pris la décision de n'agréer que les programmes universitaires menant à l'obtention d'une maîtrise professionnelle en ergothérapie, et ce, à partir de 2008. Le Conseil canadien d'agrégation des programmes universitaires en physiothérapie a fait le même choix, mais pour l'année 2010. En ce qui concerne le programme d'audiologie, l'Association américaine des orthophonistes et audiologistes agrégera uniquement les programmes offrant un doctorat en audiologie dès 2012.

Pourquoi ces associations imposent-elles un prolongement des études dans ces domaines? «*Ces disciplines ont tellement progressé au niveau des connaissances et des technologies qu'un simple baccalauréat ne suffit plus pour former des diplômés compétents*», affirme Huguette Picard, directrice de l'enseignement clinique pour le programme d'ergothérapie de l'Université de Montréal.

NOUVEAU PROGRAMME

Pour le programme d'ergothérapie, l'UdeM a retenu un modèle de baccalauréat de 90 crédits en continuité avec une maîtrise professionnelle de 45 crédits. Micheline St-Jean, professeur agrégé en ergothérapie, explique que le modèle en est au stade de l'évaluation par la CREPUQ. «*Nous attendons la visite des délégués de la CREPUQ qui doivent évaluer cet éventuel programme sur les lieux même de l'Université.*»

Selon Carole Ricard, coordonnatrice des services de réadaptation physique au centre hospitalier Pierre-Boucher de Longueuil, en physiothérapie, les cours proposés à la maîtrise seraient principalement axés sur la gestion. «*Puisque 50% des membres de l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec travaillent en clinique privée, les nouveaux diplômés ont surtout besoin de plus de connaissances en administration et gestion de personnel.*»

Du côté de l'audiologie, comme la maîtrise est déjà obligatoire, le Comité des études de l'école d'orthophonie et d'audiologie prévoit cette année se pencher sur le programme de doctorat. Il entend également presser l'UdeM d'élaborer un plan en ce sens.

INFLUENCE SUR LA PÉNURIE ACTUELLE

D'après Doris Saint-Pierre-Lafond, responsable du recrutement des professionnels en réadaptation pour le CHUM, «*la seule objection de l'Ordre des orthophonistes et audiologistes du Québec concernant l'imposition du doctorat aux futurs audiologistes a porté sur l'aggravation potentielle de la pénurie de main-d'oeuvre pour cette profession.*»

Interrogée sur la réaction des étudiants concernant l'exigence future de la maîtrise, Myriam Fontaine, vice-présidente de l'Association étudiante de réadaptation, affirme que «*la maîtrise obligatoire ne devrait pas décourager les futurs étudiants à s'inscrire. Actuellement le bacc en ergo et en physio est de 110 crédits. En ramenant ceux-ci à 90 crédits et en ajoutant 45 crédits pour la maîtrise, on allège le programme tout en ajoutant seulement 25 crédits de plus.*» Elle ajoute que «*le nouveau programme d'ergothérapie donnera une orientation plus spécialisée aux étudiants, soit en santé mentale ou physique.*»

Mme Huguette Picard se fait aussi rassurante, «*en choisissant une approche optimale dans la formation des professionnels de la santé, les diplômés seront plus autonomes lors de leur entrée sur le marché du travail. En étant mieux formés, ils pourront contrer les effets de la pénurie actuelle.*» Malgré cette pénurie, l'UdeM ne prévoit pas augmenter le nombre d'étudiants admis dans les programmes de santé.

Pourtant, l'offre ne manque pas. Par exemple, en ergothérapie, 100 étudiants sont acceptés par année sur 600 demandes d'admission.

Les ressources financières actuelles de l'Université ne permettent pas une augmentation des admissions dans les programmes de santé. D'autant plus que le gouvernement n'annonce surtout pas de budget supplémentaire pour effectuer cette hausse.

HAUSSE SALARIALE

Une autre préoccupation concerne les salaires éventuels des diplômés de deuxième cycle. Est-ce que le ministère de la Santé et des Services sociaux est prêt pour cette hausse salariale? D'après Françoise Rolin, présidente de l'Ordre des ergothérapeutes du Québec, «*il faudra forcément augmenter les salaires. Dans l'échelle salariale, il existe un revenu pour un professionnel de la santé avec une maîtrise. Encore là, les employeurs voient d'un très mauvais oeil cette hausse de salaires.*»

Bref, il faudra attendre la réponse du ministère visé sur cette augmentation prévisible des salaires; tout comme la solution pour contrer la pénurie...

PLACEMENT ÉTUDIANT DU QUÉBEC

Prêts à faire une tournée des employeurs pour obtenir une expérience de travail dans votre domaine d'études?

Parlez-leur du *Projet inforoute-jeunesse : vous pourriez faire payer 60% de votre salaire**

Projets reliés à :

- l'entretien du parc informatique
- la création d'un site Internet (ou le rendre transactionnel)
- la promotion d'un site Internet ou de produits et services
- la création et l'implantation d'une application informatique permettant l'apprentissage en ligne

N'oubliez pas d'informer les employeurs qu'ils ont jusqu'au 15 février 2004 pour faire une demande d'aide financière pour la session d'hiver 2004.

emploi**etudiant**.qc.ca/pij

1 800 463-2355

Ce projet est rendu possible grâce à une aide financière du Fonds Jeunesse Québec.

Fonds Jeunesse Québec

Développement économique et régional Québec

* À certaines conditions. Jusqu'à 10 000 $ par an par employeur.
Emploi ou stage à temps plein et à temps partiel.
Pour obtenir plus de détails, communiquez avec nous.

Que serait l'UNIVERSITÉ sans chargés-es de cours ?

SCCCUM SYNDICAT DES CHARGÉES ET CHARGÉS DE COURS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL FNEEQ-CSN

fneeq CSN

Les cellules souches devant la loi

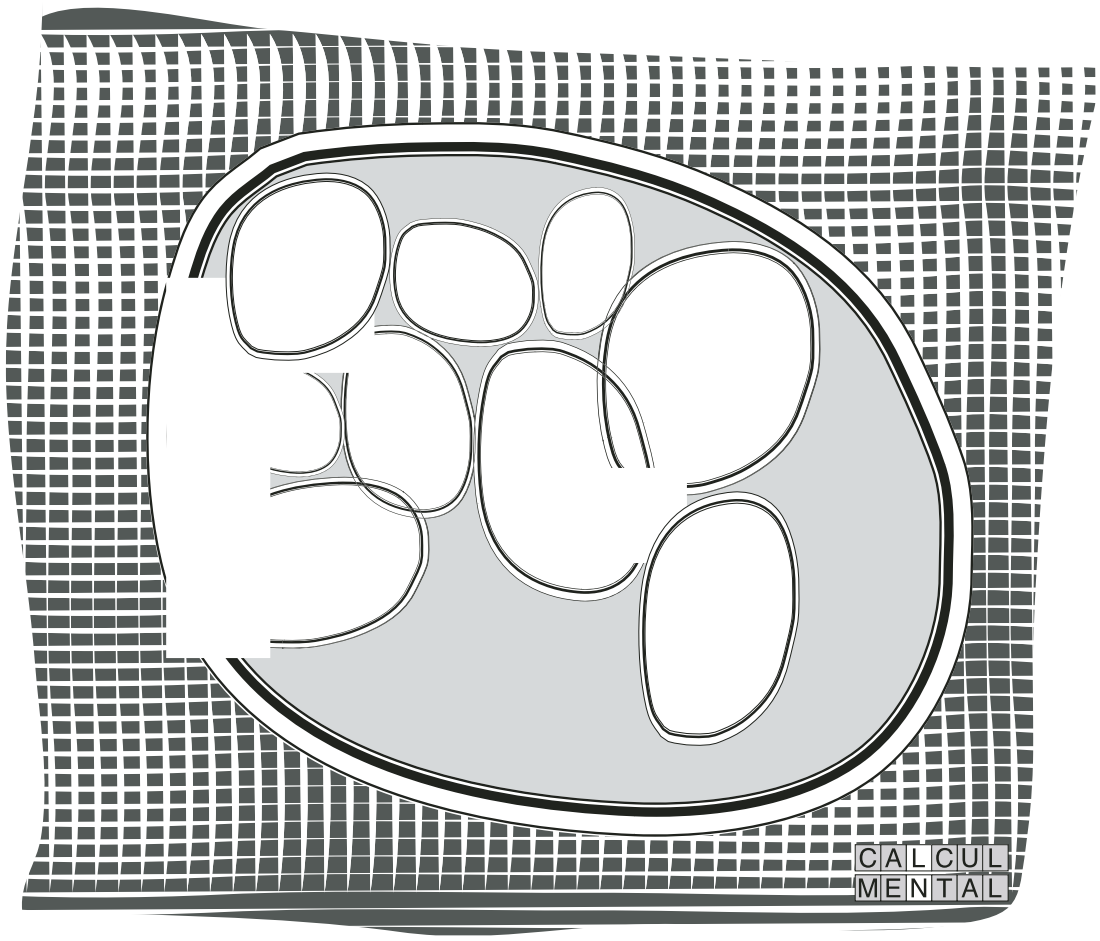
INJECTER LA MATRICE

Du défunt UFOLAND de Raël jusqu'à la Chambre des communes, le débat sur le clonage a causé tout un remous au Canada, pour finalement se conclure sur un projet de loi anti-clonage. Bien au-delà des clones, la loi encadre enfin une autre recherche, moins connue mais combien plus prometteuse : celle sur les cellules souches.

Samuel AUGER

Le 7 novembre dernier, l'ONU est passée bien près d'un vote historique. Avec une majorité d'une seule voix, elle reportait pour une période de deux ans le vote sur la légitimité internationale du clonage humain. D'ici à ce qu'un consensus soit obtenu, les pays demeurent souverains en terme de lois anti-clonages. Une semaine auparavant, la Chambre des communes faisait exactement cela en adoptant le projet de loi interdisant le clonage humain, mais permettant la recherche sur les cellules souches. Alors que des militants pro-vie associent cette recherche à une forme de clonage thérapeutique, les scientifiques y voient bien peu de questions éthiques.

Ce domaine fort prometteur de la biologie reposait jusqu'à maintenant sur un grand vide juridique. Selon Marie-Hélène Régnier, du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, *«Il n'y avait pas de loi du tout sur les cellules souches au Canada. Tout ce qu'il y avait, c'était des directives éthiques des instituts de recherche en Santé du Canada (IRSC). Tous les chercheurs subventionnés par les IRSC devaient se conformer à un certain protocole éthique. Or, on parle ici uniquement de recherche publique, ce qui laissait la porte grande ouverte au secteur privé pour procéder comme bon leur semble.»*



UN DEVIENT DES CENTAINES

À la base, une cellule souche est une cellule qui possède la capacité, en plus de se reproduire, de se différencier, c'est-à-dire de devenir un autre type de cellule. La mère de toutes les cellules possède ainsi cette capacité formidable d'acquérir de nouvelles propriétés et d'engendrer des centaines de nouvelles cellules qui constitueront un embryon complexe et fonctionnel. Lorsque prélevées dans leur état originel, soit dans l'embryon, les expériences nous montrent qu'une seule cellule peut engendrer près de 200 cellules différentes. Un exploit considérable considérant que le corps humain, dans toute sa complexité, ne possède qu'environ 400 cellules distinctes.

Nombreux sont les scientifiques impatients d'appliquer cette cellule «maître» dans les différentes sphères de la médecine. Avec toute l'information qu'elle possède, les possibilités font rêver. Maladies du sang, neurodégénératives, musculaires et troubles de la vision ne sont que quelques-unes des applications potentielles. Mais voilà : le prélèvement, et éventuellement la réinjection de cellules souches de type embryonnaire chez un malade implique la création… et la destruction d'un embryon humain. D'où l'inévitable problème éthique.

La mère de toutes les cellules possède ainsi cette capacité formidable d'acquérir de nouvelles propriétés et d'engendrer des centaines de nouvelles cellules qui constitueront un embryon complexe et fonctionnel.

Un débat controversé que les scientifiques peuvent maintenant contourner selon Gilbert Bernier, directeur d'un projet de recherche sur les cellules souches à l'Hôpital Maisonneuve-Rosemont. *«La grande découverte dans le domaine des cellules souches, c'est de se rendre compte que nous pouvons en trouver chez les adultes et qu'elles ont presque autant de potentiel que leurs consœurs embryonnaires. En les prenant chez l'adulte, on balaie le côté éthique en obtenant des donneurs consentants ou post-mortem selon les règles internes de l'hôpital.»*

CELLULE UNIVERSELLE

Au milieu des scénarios qui sèment l'espoir, des applications concrètes font déjà appel aux cellules souches. *«Les gens ne le savent pas, mais dans les traitements actuels comportant une greffe de moelle osseuse, ce sont des cellules souches adultes que l'on injecte chez le patient. Nous ne comprenons pas tous les mécanismes, mais nous savons qu'elles sont impliquées.»* ajoute Gilbert Bernier. La thérapie par la greffe, voilà une des percées que l'on attend des cellules souches. En pouvant se différencier en pratiquement n'importe quelle cellule, elles sont les candidates idéales pour remplacer des cellules malades. Des travaux récents ont montré que des cellules souches embryonnaires provenant de la souris se sont différenciés efficacement *in vitro* (NDLR : en laboratoire) en cellules dopaminergiques (maladie de Parkinson), en oligodendrocytes (sclérose en plaques) et en îlots pancréatiques (diabète).

> *«Les gens ne le savent pas, mais dans les traitements actuels comportant une greffe de moelle osseuse, ce sont des cellules souches adultes que l'on injecte chez le patient.»*
>
> Gilbert Bernier
> Hôpital Maisonneuve-Rosemont.

AVORTEMENT JURIDIQUE?

Invité à commenter le cadre juridique mis en place par Ottawa, M.Bernier constate que le gouvernement est cinq à dix ans en retard sur les comités de chercheurs en terme d'éthique. *«Tout ce que nous faisons en ce moment est de se rallier à la façon de faire américaine, ce que nous finissons toujours par faire d'ailleurs. Et il ne faut pas oublier que c'est une des plus sévères au monde. Au Royaume-Uni ou à Singapour, c'est beaucoup plus libéral. Ici, les seules personnes qui devraient se sentir concernées par la loi anti-clonage sont les chercheurs fêlés et je n'en connais pas au Canada.»*

Au grand dam des mouvements pro-vie, le projet de loi permettra la recherche sur les cellules souches provenant d'embryons, à condition que ceux-ci n'aient pas été créés à des seules fin de recherche. Une position qui, selon Marie-Hélène Régnier, va permettre au Canada d'être un leader dans le domaine. *«Ce genre de dispositions va certainement faire en sorte que nous allons pouvoir garder nos chercheurs au lieu qu'ils ne s'évadent vers un pays où la juridiction est moins sévère. Par contre, cela ne va probablement pas en attirer de nouveaux, car plusieurs pays avaient déjà légiféré bien avant nous sur la question.»*

Alors que la recherche dans le domaine sort à peine du flou juridique, elle pourrait bien y replonger. Comme plusieurs autres projets de loi soumis au temps de Jean Chrétien, celui-ci pourrait bien ne jamais voir le jour, tout dépendant du souhait de Paul Martin. L'ajournement précoce de la session parlementaire rend maintenant incertain le sort de ce projet de loi qui n'a toujours pas été approuvé par le Sénat. Une fin potentiellement abrupte pour une loi qui est en gestation depuis au moins dix ans.

La mince frontière entre cellules souches et clonage

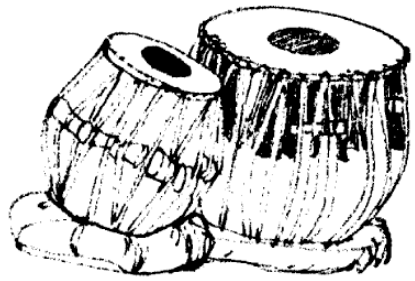
La grande capacité d'adaptation d'une cellule souche chez l'humain et ses promesses médicales ont fait en sorte qu'elle ne soit pas bannie par le projet de loi fédéral. Pourtant, une des techniques pour les obtenir, la SCNT, n'est pas si éloignée du clonage thérapeutique qui, lui, sera accompagné de sanctions criminelles.

On y reprend la technique, fort simple, pour cloner un organisme. Prélever le noyau d'une cellule somatique et l'insérer dans un ovule auquel on a retiré le noyau et voilà, un embryon se forme. Dans ce cas, l'embryon ne sera conservé que de six à sept jours, soit le temps nécessaire pour y prélever des cellules souches. Aucun petit être ne sortira de cet embryon, mais bien quelques cellules souches, copies conformes des originales, seront disponibles pour usage ultérieur de greffe, et ce, avec un risque pratiquement nul de rejet.

Cuisine Indienne
Buffet à volonté

RAGA

en hindou signifie: une création musicale



Le **Buffet RAGA** est composé de délicieux mets végétariens, de curry à la viande et de nos spécialités Tandoori.

Toute une symphonie de saveurs délicates et d'arômes subtils qui réjouira votre palais et vous laissera un souvenir des plus agréables.

SPÉCIAL ÉTUDIANT
avec carte d'identité

MIDI	SOIR
6,95$	6,95$ à 8,95$

PRIX RÉGULIER

MIDI	SOIR
8,95$	10,95$ à 12,95$

344-2217

3533, Queen Mary, Montréal
Côte-des-Neiges, à 2 pas de l'U de M

Salle privée pour groupe et réunion (60 à 100 pers.)

MAÎTRISE EN SERVICE SOCIAL

Vous aimeriez intervenir auprès de familles, d'enfants, de jeunes ou de personnes âgées en difficulté? Vous aimeriez travailler dans le milieu de la santé?

L'École de service social de l'Université d'Ottawa offre une formation professionnelle et universitaire de haut niveau et en français, menant à la maîtrise en service social (M.S.S.). Le diplôme, reconnu partout au Canada, donne accès à des postes professionnels nombreux et variés dans des organismes communautaires et publics.

L'École offre aussi un programme avantageux d'assistanats à l'enseignement et à la recherche.

www.sciencessociales.uottawa.ca/svs

Si vous désirez faire une demande d'admission, téléphonez au (613) 562-5494.

Date limite : 2 février 2004

Université d'
University of
Ottawa
L'Université canadienne

www.uottawa.ca

ÉCOLE NATIONALE DE THÉÂTRE DU CANADA

LE FAIRE ET L'APPRENDRE

UNE FORMATION PROFESSIONNELLE EN
SCÉNOGRAPHIE
PRODUCTION
ÉCRITURE DRAMATIQUE
MISE EN SCÈNE
ET BIEN SÛR,
INTERPRÉTATION

DATE LIMITE D'INSCRIPTION > 15 FÉVRIER 2004

TÉLÉPHONE : 514.842.7954 COURRIEL : info@ent-nts.qc.ca
www.ent-nts.qc.ca

CORRECTION de la VUE au LASER

Pierre Demers, MD
Ophtalmologiste
13 000 chirurgies

Avi Wallerstein, MD
Ophtalmologiste
20 000 chirurgies

Mark Cohen, MD
Ophtalmologiste
20 000 chirurgies

Expérience
Notre équipe de chirurgiens de Montréal a effectué plus de **50 000 interventions au LASIK.**

Technologie
Nous utilisons le laser Bausch & Lomb 217, incluant la nouvelle technologie de **correction de la vue sur mesure, Zyoptix.**

Résultats
La majorité de nos patients bénéficient d'une vision 20/20 après la chirurgie.

SPÉCIAL ASÉQ

Nos frais incluent l'examen pré-opératoire, le traitement au LASIK et les suivis post-opératoires.
*Choisissez LASIK MD et bénéficiez d'une couverture par Le Régime de Soins de Santé de la FAECUM. Offert exclusivement aux membres de la FAECUM.
Le prix peut varier selon votre prescription.
Applicable sur une chirurgie des deux yeux.

À partir de
$500
de l'oeil*

Bonaventure

LASIK MD VISION

(514) 845-1515

www.lasikmd.com

Montréal Toronto Mississauga Niagara Falls

Contenants de jus

CONSIGNE OUBLIÉE

Pendant que le marché est inondé de nouveaux jus réfrigérés, les ententes sur la consigne continuent d'ignorer leurs contenants de verre et de plastique. Alors que le gouvernement privilégie le statu quo depuis 20 ans, les détaillants souhaitent l'abolition pure et simple de la consigne.

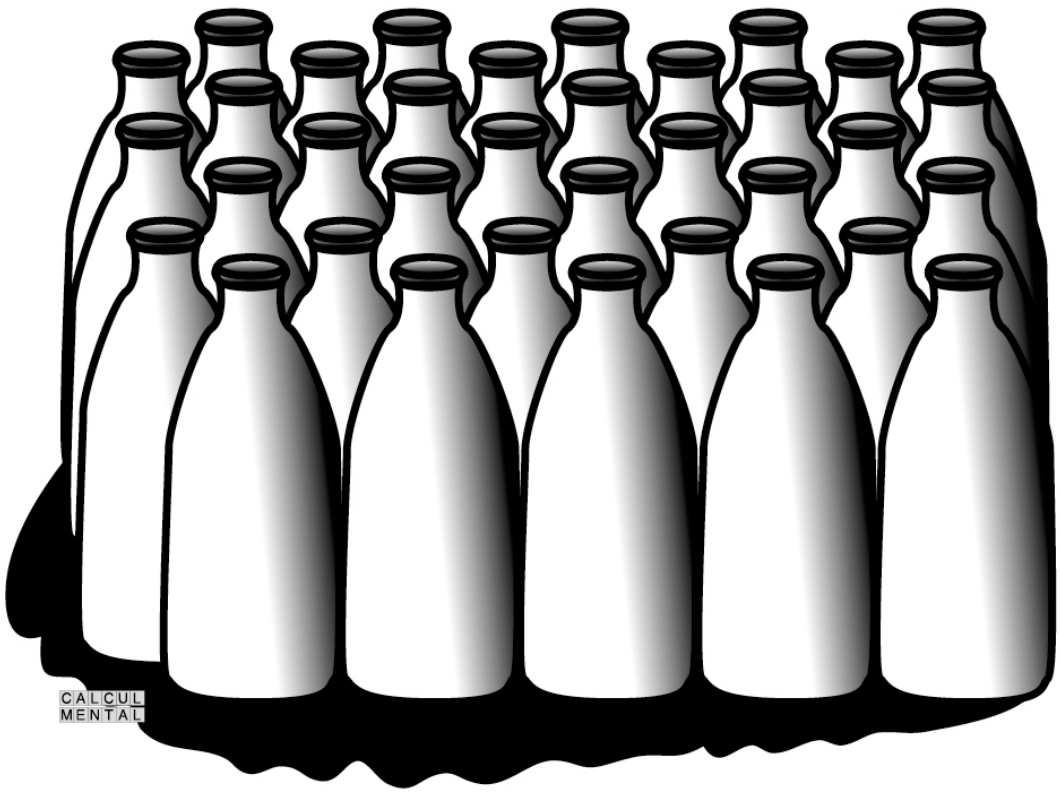
Samuel AUGER

Tropicana, Lipton, Ocean Spray, Dole : ils ont tous en commun qu'on ne vous payera pas la consigne si vous tentez de rapporter leur contenant au dépanneur du coin en échange d'un précieux cinq cents. Les ententes en vigueur stipulent que seuls les bouteilles et canettes de bières et de boissons gazeuses font l'objet d'une consigne obligatoire au Québec. Aucune législation n'encadre donc les contenants d'autres produits. Entérinée au milieu des années 1980 avec comme but premier de diminuer la pollution, l'entente a fait l'objet d'une révision en 1998 lors de l'élaboration de la politique québécoise de la gestion des matières résiduelles. Jusqu'à 2008, la politique gouvernementale enlève toute possibilité de consigne sur les jus.

À défaut de proposer quelques sous aux consommateurs soucieux de l'environnement, le gouvernement a choisi la voie de la collecte sélective. Selon le bilan 2002 de la gestion des matières résiduelles au Québec, la province récupère globalement 47% de ses matières recyclables et ce, en incluant tous les moyens possibles de recycler. Toutefois, la consigne parvient à elle seule à afficher un taux de récupération de 76% de tous les contenants qui affichent «Consigné Québec». Depuis son instauration, elle a récupéré 11 milliards de contenants.

Aux dires de Recyc-Québec, l'organisme gouvernemental en charge du dossier, *«l'habitude de la consigne est bien ancrée chez les Québécois depuis les années 1980»*. Pourquoi alors ne pas étendre le système à la nouvelle génération de contenants? *«Le choix a été fait de privilégier la collecte sélective afin de répondre à la réalité québécoise. Ici, les dépanneurs et les épiceries ne veulent pas recueillir davantage de contenants consignés de la part des consommateurs. Si la consigne s'élargissait, ils subiraient des problèmes d'entreposage et ils ne veulent pas de ces frais supplémentaires. L'entente renouvelée limitant la portée du système de consigne voulait donc respecter cette volonté des détaillants de ne pas recevoir davantage de contenants»*, explique Johanne Riverin, vice-présidente aux communications de Recyc-Québec.

La position réfractaire des commerces est très palpable à l'Association des détaillants en alimentation du Québec, qui regroupe tous les détaillants propriétaires et indépendants. Julie Gauthier, directrice des communications, exprime leur position. *«Nos membres doivent composer avec le système de consigne.*



Ce que nous voudrions idéalement, c'est enlever totalement la consigne au Québec et la remplacer uniquement par la collecte sélective. Mais nous sentons que ce n'est pas possible. Alors nous avons décidé de nous rallier au gouvernement. "If you can't beat them, join them". Mais notre position reste claire : les détaillants ne veulent pas avoir à s'occuper d'autres contenants consignés.»

Selon les données fournies par Recyc-Québec, les contenants à remplissage unique (CRU) inclus dans la loi sur la consigne, et que doivent conséquemment gérer les détaillants, sont au nombre de 1 300 000 par année. 90% de ces CRU sont des boissons gazeuses, le reste étant constitué de canettes de bières. Fait à noter, les bouteilles de bière en verre, un des seuls contenants à remplissage multiple présent sur le territoire québécois, n'est pas inclus dans ces données puisque leur gestion est laissée à l'industrie.

«Tous nos calculs internes», explique Julie Gauthier, *«nous disent que ce n'est pas rentable pour nous, le système de consigne. Nous perdons de l'argent dans la manutention, nous avons des problèmes de gestion et, surtout, d'entreposage. L'été, quand nous recevons beaucoup de caisses de bières, ça attire les mouches! Un exemple parmi tant d'autres des désagréments dont les détaillants souhaitent se départir»*. Sur le plan environnemental,

> *«Nos membres doivent composer avec le système de consigne. Ce que nous voudrions idéalement, c'est enlever totalement la consigne au Québec et la remplacer uniquement par la collecte sélective.»*
>
> Julie Gauthier,
> Association des détaillants en alimentation du Québec

> Les ententes en vigueur stipulent que seuls les bières et les boissons gazeuses font l'objet d'une consigne obligatoire au Québec. Aucune législation n'encadre donc les autres contenants.

elle soutient que l'abolition de la consigne favoriserait le financement de la collecte sélective. *«Nous croyons que l'augmentation de la valeur de revente du contenu du bac vert, notamment avec tout l'aluminium qu'on y retrouverait, serait plus rentable.»*

La prolifération des Snapple et autres n'est pas sans causer de problèmes. *«Les employés sont mal informés sur ce qui est consigné ou non. Le secteur des jus prend de l'expansion et il y a de plus en plus de produits qui restent de moins en moins longtemps sur les tablettes. En ce moment, il est impossible d'obtenir une liste mise à jour des contenants consignés au Québec. Si on veut être logique, il faut donc soit tout consigner pour éviter la confusion, soit tout abandonner. Nous penchons pour la deuxième option. Ce qui ne nous empêche pas de travailler avec les autres partenaires sur la solution retenue.»* Les détaillants sont pourtant dédommagés pour les inconvénients. Ainsi, une des mesures incitatives consiste à remettre deux cents aux commerçants pour chaque unité qu'ils entreposent temporairement.

PAS DE RÉINCARNATION POSSIBLE

Alors que de nombreux pays européens (voir encadré) imposent la production des contenants à remplissages multiples (CRM), le Québec offre peu d'incitatifs en la matière. Johanne Riverin de Recyc-Québec confirme qu'il n'existe *«à sa connaissance aucune mesure fiscale ou aucun avantage pour favoriser l'industrie du multiple. Il semblerait toutefois qu'économiquement, ce choix peut s'avérer rentable pour une compagnie.»* Pour l'instant, seulement deux secteurs ont pris le virage multiple. La bière en bouteille, qui doit respecter un quotas précis de CRU (en limitant le nombre de canettes produites), et les bouteilles d'eau format 18 litres sont parmi les seuls contenants à bénéficier d'une seconde vie dans leur corps d'origine.

LA CONSIGNE HORS DE NOS FRONTIÈRES

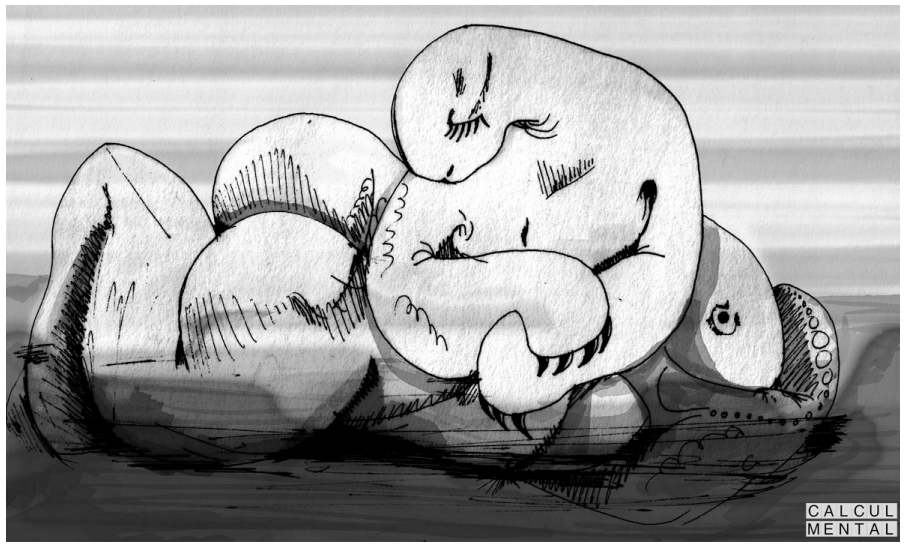
La majorité des provinces canadiennes possède des systèmes de consigne, ce qui n'empêche pas l'Ontario et le Manitoba de n'en posséder aucun. À l'Île-du-Prince Édouard, aucun contenant à remplissage unique (CRU) n'est en circulation, la loi ne tolérant que les contenants à remplissages multiples (CRM). La province maritime rejoint davantage la philosophie européenne du pollueur-payeur. Sur le vieux continent, les CRM représentent 97% du marché. Des pays comme la Belgique, la Finlande, la Norvège ont mis sur pied une taxe verte pour limiter les CRU, alors que le Danemark les a strictement interdits. La consigne y est d'ailleurs plus généreuse, variant entre 15 et 35 cents.

À l'autre bout de l'échelle, les États-Unis. Selon une étude de l'Association des brasseurs du Québec sur les systèmes présents dans le monde, durant les années 1950, près du trois quart des contenants étaient du type CRM chez nos voisins du Sud. En 2002, cette proportion avait chutée à 3%. Seul une poignée d'États ont instauré une consigne, comme New York et la Californie. À en croire le *Container Recycling Institute*, cette approche donne des résultats plutôt lamentables. Une première en 15 ans, le nombre de canettes éliminées est maintenant supérieur à celles récupérées. L'énergie perdue dans cette opération équivaut à la consommation de 16 millions de barils de pétrole, soit assez pour alimenter 2,7 millions de familles américaines pendant un an.

TÊTE À TÊTE AVEC NESSIE

En l'an 565 de notre ère, saint Columba, missionnaire irlandais prêchant en Écosse, aperçoit une immense créature sortant de l'eau, c'est le début de l'un des plus grands mystères de l'histoire de l'humanité. 1438 ans et plusieurs photos et témoignages plus tard, je rencontre Nessie en personne!

Martin AUGER – Correspondant au Royaume-Uni



Malheureusement, ce n'est pas ce que vous croyez. En fait, la Nessie que j'ai rencontrée est Vanessa, jeune Écossaise de 28 ans. Chaque année, elle conduit des milliers de touristes à travers l'Écosse à bord de son minibus Nissan 16 places, de là son surnom.

Donner le nom d'un monstre à une jeune fille, jolie par surcroît, «quelle honte!» me direz-vous. C'est pourtant tout le contraire. Il faut dire que ce monstre, comme on l'appelle, est, selon la légende, une femelle fort sympathique. On la caricature d'ailleurs souvent avec de beaux yeux éclatants et un sourire charmeur.

Mais quelle est cette créature? Selon certains, il s'agirait d'un monstre marin venant de la Mer du Nord qui se rendrait au Loch Ness (mot gaélique signifiant lac du monstre) à l'aide de tunnels connectant les deux plans d'eau. D'autres croient que ce serait en fait un dinosaure qui serait le seul survivant de son espèce. Des scientifiques ont d'ailleurs établi des similitudes frappantes entre les descriptions données par les témoins et un squelette de cryptocleidus oxoniensis vieux de 70 millions d'années, exposé au Museum of Natural History de Londres.

Cependant, Nessie ne croit pas à ces hypothèses quelque peu farfelues. Elle, comme beaucoup d'Écossais, fait partie des sceptiques. Elle croit plutôt que la nature joue parfois des tours à ceux qui veulent trop y croire. Par exemple, le Loch Ness est peuplé de dauphins, de phoques et surtout d'anguilles. Ces dernières, grâce à l'eau semi-salée du lac, peuvent atteindre des dimensions anormalement grandes, de quoi tromper bien des touristes en quête de photos inédites. De plus, mettons une chose au clair une bonne fois pour toute. Astérix avait raison. En Grande-Bretagne, il y a du brouillard seulement lorsqu'il ne pleut pas, et l'Écosse ne fait pas exception. Il n'y a rien de mieux qu'un bon brouillard épais pour qu'un phoque debout sur un rocher ressemble tout à coup à une tête de monstre sortant de l'eau.

Nessie se divertit souvent en voyant des gens essayer de ratisser le fond de l'eau. Les pauvres, le lac est assez profond pour engloutir l'Empire State Building. Tellement profond qu'un cadavre s'immobilisera à une certaine profondeur sans jamais atteindre le fond. Elle rigole également en voyant un homme se faire assurer pour un million de livres (2.25 millions de dollars canadiens), si le monstre le dévore, ou en lisant dans un journal cette offre de récompense d'un million de livres à quiconque prouvera l'existence de la créature. Elle garde toutefois son sourire le plus moqueur pour certains touristes qui se plaignent de ne pas avoir vu le monstre. Comme quoi l'idiotie n'a pas de frontière.

> Il n'y a rien de mieux qu'un bon brouillard épais pour qu'un phoque debout sur un rocher ressemble tout à coup à une tête de monstre sortant de l'eau.

Pour Nessie, l'Écosse est un petit coin de paradis qu'elle adore partager avec les étrangers. Avec ses montagnes à couper le souffle, ses nombreux lacs, son histoire riche en rebondissements et ses centaines de châteaux, les touristes en ont plus que pour leur argent. Bien entendu, on peut visiter deux musées du monstre, faire une croisière ou on vous promet la vérité à son propos, on vous vend même la Nessie Ale, sa bière officielle. Mais le tout se fait dans le respect de mère nature.

Cependant, elle ne se fait pas d'illusions, sans le monstre, le tourisme ne serait pas ce qu'il est présentement. Les photos sont une sorte de publicité gratuite pour la région. Après tout, est-ce que quelqu'un d'autre pourrait me nommer un autre lac ou une île en Ecosse?

Si vous lui demandez quel est sa plus grande peur, elle vous répondra que le monstre soit trouvé. Après tout, quel gâchis se serait de voir apparaître un à un les hôtels cinq étoiles, parc d'attractions et autres, pour ainsi brimer ce petit havre de paix où il fait si bon vivre.

DIPLOMATIE CULTURELLE AU MOYEN-ORIENT

GOOD MORNING BAGDAD!

Afin de contrebalancer l'augmentation du sentiment anti-américain dans le monde arabe, l'administration états-unienne opte pour une nouvelle conduite : la diplomatie culturelle. Station de radio, chaîne de télévision, publicité, tout est mis en œuvre pour conquérir ces populations ...

Caroline ROY

Lancé en juillet dernier dans les grandes villes du monde arabe, *Hi Magazine* est un mensuel arabophone financé par le Congrès américain... Avec un budget annuel estimé entre trois et quatre millions de dollars, *Hi* est édité à Washington sous le contrôle direct du département d'État qui relit tous les articles. Visant le public arabe des 18-35 ans, *Hi* veut leur ouvrir *une fenêtre sur la culture américaine*», comme l'indique le premier numéro du magazine. Christopher Ross, coordonnateur spécial de la diplomatie publique au département d'État américain, a déclaré au *Washington Post* que «*Hi est un moyen de fonder à long terme des relations avec les individus qui seront dans l'avenir les leaders du monde arabe.*»

Les chroniqueurs de différents journaux arabes ont accueilli avec ironie ce nouveau magazine: «*un journal entièrement apolitique qui répond à des impératifs très politiques »; «pas un mot sur le conflit israélo-palestinien ni sur l'occupation de l'Irak*». Le premier numéro du magazine abordait des sujets tels que l'escalade, l'amour à distance, le yoga, la poésie arabe, la musicienne Norah Jones et des commentaires positifs d'étudiants arabes sur les universités américaines. Partout, les rédacteurs du magazine invitent les lecteurs à donner leur avis. Pour Chris Toensing, éditeur du *Middle East Report, «le style de dialogue préconisé par* Hi Magazine *est celui où l'essentiel, particulièrement les affaires politiques, est évité. Si le yoga et les histoires d'amour méritent une discussion, la politique étrangère américaine au Moyen-Orient n'obtient pas cet honneur.*»

LA DIPLOMATIE CULTURELLE

Depuis le 11 septembre 2001, plusieurs politologues américains prônent un retour à la diplomatie culturelle pour améliorer leur image à l'étranger et assurer la sécurité nationale. Dans le dernier numéro du *Foreign Affairs* (novembre-décembre 2003), une diplomate américaine, Helena K. Finn, recommande cette stratégie qui a déjà fait ses preuves durant la Guerre froide. Selon Finn, l'administration américaine devrait augmenter les contacts entre la population arabe et les valeurs américaines. Ainsi, elle insiste sur l'importance des échanges culturels et scolaires, la formation des diplomates américains au Moyen-Orient et l'accès du public arabe à des institutions américaines.

Hi magazine semble une réponse de l'administration américaine à ce besoin d'utiliser la diplomatie culturelle au Moyen-Orient. Au début de l'année 2002, le département d'État a engagé une spécialiste en marketing de Madison Avenue, Charlotte Beers, qui devait élaborer une stratégie détaillée pour publiciser l'idéologie américaine dans le monde arabe à travers différents médias. Une radio américaine, Radio Sawa, existe dans presque tous les pays arabes depuis le printemps 2002. Bientôt, sera aussi créée une chaîne de télévision américaine en langue arabe, Metna, pour concurrencer principalement *Al-Jazira*.

> «Peu importe le contenu culturel du magazine, ça ne changera rien. La jeunesse arabe connaît la culture des États-Unis. Ce qu'elle n'accepte pas, c'est leur politique étrangère qu'elle juge anti-musulmane.»
> Samir Saul

MANQUE DE POPULARITÉ

Un journaliste du quotidien égyptien, *Al-Ahram,* a décrit *Hi Magazine* comme étant inutile «p*uisqu'il ne répond pas aux questions importantes concernant la présence américaine en Irak et la politique biaisée des États-Unis envers Israël. C'est trop naïf et superficiel pour bâtir des liens, même culturels*. » D'après les vendeurs des kiosques à journaux, les jeunes arabes préfèrent acheter pour un prix similaire des cigarettes américaines que le *Hi Magazine.* Malgré une maquette moderne et des photos attrayantes, la revue demeure peu populaire. Pourquoi?

Pour Samir Saul, professeur agrégé au département d'histoire de l'Université de Montréal, «*peu importe le contenu culturel du magazine, ça ne changera rien. La jeunesse arabe connaît la culture des États-Unis. Ce qu'elle n'accepte pas, c'est leur politique étrangère qu'elle juge anti-musulmane.*» Il ajoute que la démarche reste trop superficielle «*on ne résout pas un problème fondamental par un spectacle!*» De son côté, Marie-Joëlle Zahar, professeur adjointe au département de science politique de l'Université de Montréal, explique que «*pour la population arabe, les États-Unis ne jouent pas franc jeu. La jeunesse arabe connaît la culture américaine. Elle veut plutôt savoir pourquoi ce qui est acceptable pour Israël, ne l'est pas pour les États arabes.*»

Pour ces deux spécialistes, ce qui irrite les populations arabes est l'imposition de la culture américaine à travers le monde grâce à des revenus énormes dépensés en marketing. Selon Mme Zahar, «*l'approche doit être plus sophistiquée. Toute stratégie de diplomatie culturelle doit être à l'écoute des différences. Il faut comprendre pourquoi l'autre rechigne.*» Interrogé sur une démarche diplomatique acceptable au Moyen-Orient, M. Saul croit que «*la diplomatie culturelle axée sur la fraternité et le dialogue ne sera pas reconnue tant que la diplomatie politique proposera un dialogue impérialiste.*» Bref, si la culture doit rester authentique, elle demeure inefficace pour camoufler des desseins politiques illégitimes.

À consulter : www.himag.com

TELLEMENT PLUS CONFORTABLE QU'UN ABRIBUS À -35 °C.

LA DODGE SX 2.0.

MOTEUR DE 16 SOUPAPES • LECTEUR DE CD AVEC 6 HAUT-PARLEURS • PHARES ANTIBROUILLARDS • VOLANT INCLINABLE • DISPOSITIF DE PRÉVENTION DU VOL SENTRY KEY[MD] • REMISE AUX DIPLÔMÉS JUSQU'À 750 $ • ET PLUS ! VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE DODGE POUR PLUS DE DÉTAILS.

dodge.ca

DODGE SX 2.0 **VIVRE POUR ROULER**

Tournée Coors Light MAXIM

À la recherche de la Coors Light Maxim Girl du Canada

DEUX JUMELLES EST-CE QUE ÇA COMPTE POUR UN VOTE?

À VOUS DE JUGER

FINALES RÉGIONALES **Vancouver** 27 octobre **Richard's on Richards - Kelowna** 29 octobre **Flashbacks**
Calgary 2 novembre **Outlaws - Winnipeg** 7 novembre **The Colosseum, Canad Inns, Windsor Park - Hamilton** 12 novembre **Front 54**
Toronto 17 novembre **The Opera House - London** 19 novembre **Club Phoenix - Ottawa** 24 novembre **Capital Music Hall**
Montréal 27 novembre **Complexe Millennium - Québec** 29 novembre **Le Palace - Halifax** 3 décembre **The Palace**

PARTOUT OÙ ÇA BRASSE

Courez la chance de faire partie du jury lors des finales régionales

Visitez www.coorslightclubtour.com pour plus de détails.

Aucun achat requis. 18 ans et plus. Les dates et les endroits peuvent changer.

République démocratique du Congo

RIVIÈRE DE DIAMANTS CONGOLAISE

(Syfia RDC) L'un produit des diamants. L'autre pas mais il en vend. Le trafic de diamants bruts entre les deux Congo dure depuis des années, amplifié par les guerres de part et d'autre du fleuve. Tout récemment, Kinshasa s'est presque fâché contre Brazzaville.

Sylphes MANGAYA, Godefroid BWITI Lumisa et Efraïm CORREA - Syfia RDC

Il suffit de passer le fleuve. *«Vendre le diamant à Kinshasa est une perte. Personne ne te l'achètera à sa juste valeur!»* Originaire de la RDC, J. P. est l'un des trafiquants de Kinshasa qui, régulièrement, traversent le Congo pour venir vendre des diamants à Brazzaville. C'est en 2001 qu'il s'est résolu à prendre ce risque après avoir fait une «mauvaise affaire» à Kin. De retour de Tshikapa, une importante zone minière au centre du pays, il avait ramené, après avoir, dit-il, *«sué sang et eau»,* une pierre qu'il espérait vendre à prix d'or. *«On me l'a achetée à 500 dollars seulement à Kinshasa»,* fulmine-t-il encore, estimant que sa «marchandise» lui aurait rapporté trois fois plus à Brazza.

La RDC était, en 2001, le second producteur mondial de diamants bruts (25 % du total mondial en volume, mais seulement 5 % en valeur). De ses mines sont surtout extraites des pierres destinées à l'industrie qui utilise 80 % des diamants, la joaillerie absorbant le reste. Les exportations de la RDC ont sérieusement chuté ces dernières années en raison du conflit qui a opposé Kinshasa à diverses rébellions. A l'inverse, son petit voisin, le Congo Brazzaville, qui pourtant ne produit guère de diamants, s'est mis à en exporter.

Depuis la chute de Mobutu en 1997, des trafiquants en provenance de la RDC et même d'Angola affluent dans la capitale congolaise, où les conditions de vente sont plus attrayantes. Un réseau fermé de Congolais s'y emploie à vérifier l'authenticité des pierres avant de contacter des preneurs. W. est l'un d'eux. *«Mon travail*, dit-il, *est de mettre en liaison vendeurs et acheteurs, moyennant un pourcentage qui se conclut à l'amiable une fois la marchandise achetée.»*

UN RÉSEAU DE CONNAISSEURS

Les transactions se passent discrètement, comme pour la drogue, dans certains cafés et grands hôtels du centre-ville, ainsi que dans des maisons privées. Parmi les clients, affirme W., on trouve des officiers supérieurs de l'armée du Congo-Brazza, des commerçants ouest-africains, «*bons preneurs*», dit-on ici. *«Les militaires ne discutent pas beaucoup, lorsque la marchandise est vraie. Mais ils sont méfiants, car on leur vend parfois de faux diamants»,* révèle B., un démarcheur qui se dit expert dans l'art de distinguer le vrai du faux.

Officiellement, ce marché du diamant n'existe pas à Brazzaville puisqu'il concerne des pierres entrées en fraude. Il y a deux ou trois ans, un Israélien avait néanmoins tenté de le structurer en montant, avec des commerçants ouest-africains, un comptoir d'achat au centre de Brazza. *«Notre but était d'acheter le diamant à des prix à peu près raisonnables,* explique K., un Guinéen qui vit là depuis vingt ans. *Car, les Kinois* (Ndlr : habitants de Kinshasa) *profitent de la naïveté et de l'ignorance des gens. Ils te proposent des pierres dix fois plus chères que leur prix réel…»*

L'initiative a tourné court. *«Nous avons dû arrêter,* avoue le Guinéen, *car l'opinion internationale commençait à classer le Congo Brazzaville parmi les pays trafiquants des "diamants du sang" en provenance de la RDC.»* Pourtant, les Mobutistes et les creuseurs artisanaux écoulaient déjà des pierres bien avant la rébellion. La guerre en RDC n'a fait qu'amplifier le phénomène.

Entre 2000 et 2001, un scandale a fait grand bruit à Brazza. Une société de commerce, *Salu Humberto Brada (SHB),* s'est curieusement muée en caisse d'épargne, versant des taux d'intérêt de 30 % au bout de 45 jours de dépôt! De là à penser qu'elle fonctionnait avec les diamants en provenance de RDC et d'Angola, il n'y avait qu'un pas que beaucoup ont franchi, y compris dans les milieux économiques et financiers. Fin 2001, le gouverneur de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale a demandé au ministère congolais des Finances de fermer *SHB*, ruinant ainsi des milliers de clients qui continuent de réclamer qu'on les rembourse.

STOPPER L'HÉMORRAGIE

De l'autre côté du fleuve, à Kinshasa, on regarde d'un très mauvais œil le soudain éclat du diamant de Brazza. *«Selon le Conseil mondial du diamant, les colis certifiés arrivés à Anvers de Brazzaville ont rapporté 700 millions de dollars en 2002…»,* révèle un expert du secteur minier de RDC ayant requis l'anonymat. *«Il existe même une législation diamantaire qui organise ce marché juteux, alors que ce pays n'est pas producteur…* , poursuit-il. *Brazza nous fait concurrence en instaurant une taxe* ad valorem *de 1 à 1,5 % pour attirer les diamantaires, alors qu'elle est de 3 % chez nous…».*

Sur l'ensemble de ses frontières, la RDC perdrait chaque année près de 2 milliards de dollars, indique-t-on de source bien informée. Trop c'est trop! La paix revenue, Kinshasa entend désormais arrêter l'hémorragie. En janvier 2003, elle a adhéré au Processus de Kimberley (cf. encadré) qui rassemble les pays désireux de lutter contre le trafic de diamants dont... le Congo Brazzaville.

Lors de la récente réunion du Processus fin octobre à Sun City, Brazzaville et Kinshasa sont passés à deux doigts de l'affrontement direct. La RDC dans une lettre présentée en début de conférence, se plaignait que 300 millions de dollars de diamants traversaient le fleuve en fraude et s'envolaient ensuite vers la bourse d'Anvers avec la complaisance de certaines autorités de Brazzaville. Une crise majeure a été évitée : un accord de dernière minute a permis de sauver la face. Les deux Congo, dans une lettre conjointe, ont reconnu des anomalies dans leurs statistiques respectives d'exportation, qui doivent être rapidement corrigées. Et ils ont promis que, dans quelques mois, celles-ci pourraient être vérifiées par des experts indépendants.

CALCUL MENTAL

L'heure de vérité pour le processus de Kimberley

(Syfia France) L'heure de vérité a sonné pour le Processus de Kimberley après des années d'efforts pour juguler le trafic des diamants dont les «diamants du sang» : tous les mécanismes de vérification sont prêts, et pourtant les précieuses pierres continuent de s'échapper par des portes dérobées.

C'est le constat de la dernière réunion des gouvernements, organismes de l'industrie diamantaire, ONG et institutions multilatérales, associés à ce processus, tenue à Sun City (Afrique du Sud) fin octobre.

Malgré l'existence d'un système de certification et de mécanismes de contrôle des diamants bruts à l'import/export, le commerce illicite des pierres, susceptible d'alimenter de nouvelles guerres, se poursuit.

Selon les ONG *Partnership Africa-Canada* et *Global Witness*, il est devenu urgent d'instaurer une surveillance indépendante. Mais, pour le *World Diamond Council* (Conseil mondial du diamant, organisme de l'industrie), le système actuel *«de contrôle par les pairs»* est satisfaisant.

Un second problème, plus politique celui-là, a été soulevé à Sun City. Il concerne la liste des participants elle-même : 24 États sur 63 ont été exclus du Processus, dont le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Togo, le Liban, la Malaisie, jugés non fiables. (E.C.)

LE Quartier Libre
LE JOURNAL DES ÉTUDIANTS DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

RECHERCHE DES COLLABORATEURS

Étudiantes et étudiants de l'Université de Montréal,
quelles que soient les études que vous poursuivez,
vous pouvez collaborer au Quartier Libre! Aucune expérience préalable n'est nécessaire!
Rejoignez l'équipe de rédaction les 19 novembre et 3 décembre prochain à 17h30
et participez à la réunion de production du journal.

Pavillon 3200 Jean-Brillant en pièce B-4310.

ZIRVAL DESIGN
& IMPRIMERIE
514.525.3781

Dire qu'à ce prix-là vous auriez pu recevoir un téléphone cool.

Des téléphones à partir de 24,99$† et des forfaits à partir de 20$/mois*, ça devrait inspirer vos amis. Sinon, rappelez-leur que nos téléphones 1X sont à la fine pointe de la technologie et qu'en plus, ils offrent :

- la messagerie photo
- le téléchargement de jeux vidéo
- la messagerie instantanée
- des sonneries et des images

Recevez en plus jusqu'à 6 mois d'appels locaux illimités au Canada.**

le futur est simple[MD]

TELUS mobilité[MC]

Offerts dans nos boutiques TELUS Mobilité et chez nos marchands et détaillants autorisés.
Tous les détails sur notre site telusmobilite.com/etudiant

La disponibilité des services et des fonctions varie d'une région à l'autre. **Nouvelles mises en service seulement. Offre valable jusqu'au 31 décembre 2003. Obtenez 3 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 2 ans. Obtenez 6 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 3 ans. Offre valable avec les forfaits Parlez 20, Parlez 25, Parlez 50, Parlez 75, Parlez 100, Parlez 150, Parlez Week-end 25, Temps libre TELUS 30 et Parlez 40 Plus. †Pour certains modèles avec un contrat de 3 ans après rabais sur le prix du téléphone ou crédit porté au compte sur votre prochain relevé mensuel de TELUS Mobilité. *Taxes, redevances d'utilisation mensuelles et frais mensuels pour le service d'appel d'urgence 911 en sus. © 2003 SOCIETE TELE-MOBILE.

VLADIMIR POUTINE ET LES OLIGARQUES

À FOND SUR L'AUTOCRATIE

Le 25 octobre dernier, le président russe Vladimir Poutine ordonnait l'arrestation de Mikhaïl Khodorkovski, le patron d'une des plus grandes compagnies pétrolières du pays, Ioukos. Inculpé d'escroquerie et d'évasion fiscale, l'homme le plus riche de Russie a eu le tort de s'opposer politiquement au maître du Kremlin. Cette arrestation spectaculaire ne représenterait cependant qu'une étape sur le chemin de l'autocratie en Russie.

Joan ROCH

Ancien directeur du KGB de l'ex-URSS, l'ascension de Vladimir Poutine dans la politique russe s'accélère en juillet 1999, lorsque le président Boris Eltsine le nomme premier ministre. Cette nomination est déjà le résultat d'un jeu d'influence se jouant entre les oligarques et les hommes politiques issus de l'ancien appareil communiste. Poutine est alors préféré à Primakov, ce dernier voulant nationaliser les industries détenues par les oligarques.

Les oligarques sont les nouveaux riches de Russie, des hommes d'affaire ayant fait fortune en quelques années grâce à l'achat des anciennes industries d'État, telles que les exploitations pétrolières, et vendues à des prix dérisoires par le gouvernement de Boris Eltsine dans les années 1990. Ces premiers capitalistes bénéficiaient également de la bienveillance du pouvoir, celui-ci fermant les yeux sur les fraudes fiscales, les intimidations et même les assassinats.

PREMIER MINISTRE

Les financiers ont donc soutenu Poutine et l'ont porté au poste de premier ministre. Michel Roche, chercheur au département de science politique de l'UQAM, explique alors la suite des évènements. *«Quelques jours après sa nomination au poste de premier ministre, des attentats ont secoué Moscou. Aussitôt attribués aux indépendantistes tchétchènes, ces attentats ont probablement été orchestrés par les anciens du KGB, sur l'ordre de Poutine. Ces explosions ont en fait servi de prétexte pour attaquer la Tchétchénie et écraser la rébellion.»*

Le succès de la campagne militaire en Tchétchénie apporte à Poutine le soutien populaire. Malgré la cruauté des troupes russes dans cette ancienne république de l'Union soviétique, l'opinion publique approuve ces actions. Comme en témoigne M. Roche, les Russes, soumis à un système politique totalitaire depuis plusieurs décennies, n'ont pas la même sensibilité que les populations occidentales. *«J'étais en Russie pendant le deuxième tour de l'élection présidentielle française. À ce moment, le chef de l'extrême droite Jean-Marie Le Pen avait choqué l'Europe en récoltant plus de 20% des suffrages. Cependant, les Russes ne voyaient rien de mauvais en Le Pen.»*

NOUVEL ORDRE POLITIQUE

Apprécié de la population, soutenu par les oligarques et désigné par Eltsine comme son successeur, Vladimir Poutine est élu président de la Fédération de Russie en mars 2000. Il commence alors a établir de nouvelles règles du jeu avec les oligarques, qui sont les seuls à pouvoir rivaliser avec son pouvoir grâce à leurs fortunes colossales. *«La sphère de l'économie est laissée à l'oligarchie. La sphère politique est laissée à Vladimir Poutine. En échange de cette division claire, Poutine s'engage à ne pas revenir sur le passé trouble des hommes d'affaires»*, explique M.Roche.

Marc Laurendeau, journaliste à la radio de Radio-Canada et professeur au département de journalisme de l'Université de Montréal, détaille les principaux aspects de la prise de contrôle du système par Poutine. *«Vladimir Poutine est issu du KGB et s'entoure de personnes proches de sa culture, principalement des anciens responsables du système provenant de Saint-Pétersbourg. Il installe ceux-ci aux postes importants, comme par exemple les principaux organes de presse, ou encore au niveau politique, en remplaçant progressivement les anciens proches de Boris Eltsine, devenus trop critiques vis-à-vis de sa politique. Il a également modifié le fonctionnement de l'État pour concentrer un maximum de pouvoir entre ses mains.»*

UNE CIBLE DE CHOIX

La justice n'est pas non plus indépendante, mais au contraire *«inféodée au pouvoir»*, comme l'indique M. Laurendeau. Les poursuites sont choisies en fonction des intérêts politiques. L'arrestation de Khodorkovski, qui n'est pas le premier oligarque à être poursuivi par la justice, s'inscrit directement dans cette logique. Le milliardaire est une cible de choix. Il finance deux partis politiques opposés à Poutine et envisageait de se lancer lui-même en politique. De plus, il était détesté par une partie de l'oligarchie. *«Il disait avoir réussi à faire en 10 ans ce que les barons du crime américains avaient mis 30 ans à faire, c'est-à-dire accumuler des richesses de manière douteuse puis devenir un citoyen respectable»*, raconte M. Roche. Enfin, les Russes, encore très pauvres, sont notoirement hostiles à ces nouveaux riches.

Poutine, décrit comme étant un *«froid calculateur, moins impulsif qu'Eltsine»* par M. Laurendeau, sait alors que l'arrestation de Khodorkovski lui sera bénéfique, surtout à l'approche des élections législatives de décembre. Cependant, l'incarcération du patron de Ioukos et la saisie d'une partie de sa fortune provoque une réaction importante dans les pays occidentaux, inquiets pour leurs investissements. M. Roche explique qu'en fait *«Poutine va dans le sens de l'oligarchie, tapant sur un oligarque pour sauver le système. Si les riches payent maintenant des impôts, le taux d'imposition est unique à 13%. De plus, le ministère de l'Environnement a été remplacé par le ministère des Ressource naturelles, contrôlé en fait par les compagnies pétrolières.»*

«La sphère de l'économie est laissée à l'oligarchie. La sphère politique est laissée à Vladimir Poutine.»
Michel Roche

AUTOCRATIE RUSSE

M. Laurendeau confirme également que Poutine *«applique une dictature du droit»*. En luttant contre la corruption et le désordre, il instaure un climat d'affaires plus sécuritaire. Le dirigeant russe *«est relativement jeune et moderne en matière de politique extérieure, montrant un côté plus civilisé»*.

Poutine contrôle les médias électroniques, tient les oligarques en respect grâce à l'appareil judiciaire, s'assure le soutien de sa population, courtise avec succès les investisseurs étrangers et centralise le pouvoir exécutif. *«Il peut être apparenté au dictateur chilien Pinochet, à la différence que, mis à part la Tchétchénie, il a mis en place un régime autoritaire sans éliminer physiquement ses opposants»*, conclut M. Roche.

LE Quartier Libre RECHERCHE

UN(E) CHEF DE PUPITRE CULTURE

Adressez vos CV et lettres de motivation à : quartierlibre@hotmail.com avant le 5 décembre 2003.

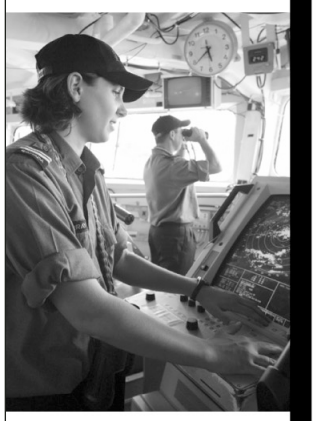
ZIRVAL DESIGN
& IMPRIMERIE
DE LA CONCEPTION À L'IMPRESSION
514.525.3781

ECOLE DES MAÎTRES

Cours de formations barman(aid) et serveur.
Rabais étudiant,
programme de placement.
(514) 849-2828,
www.ecoledesmaitres.com

TOUJOURS 2 POUR 1
LIVRAISON GRATUITE
SPÉCIAUX POUR ETUDIANTS
10% SUR $ 50 ET PLUS
double pizza®
343·0·343
5002 Queen Mary

Défense nationale National Defence



Une personne exceptionnelle fait toute la différence

Avez-vous déjà rêvé de briser le mur du son ou de piloter un navire de pointe en haute mer? Si vous avez ce qu'il faut, vous pourriez réaliser votre rêve en vivant une carrière vraiment différente!

Les Forces canadiennes recrutent en ce moment des pilotes pour les Forces aériennes et des officiers de marine. Les candidats doivent être diplômés d'une université canadienne, et satisfaire à nos exigences physiques et académiques.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec nous dès aujourd'hui.

An exceptional person makes all the difference

Ever dream of flying faster than the speed of sound, or driving a high-tech ship through the waves? If you've got what it takes, you could live that dream in a career with a difference!

The Canadian Forces are currently recruiting Air Force pilots and Naval Officers. Candidates require a degree from a Canadian university and must meet our physical and academic requirements.

Don't miss this opportunity. Contact us today to find out more.

Découvrez vos forces dans les Forces canadiennes.
Strong. Proud. Today's Canadian Forces.

FORCES CANADIENNES
CANADIAN FORCES
Régulière et de réserve • Regular and Reserve

1 800 856-8488
www.forces.gc.ca

Canada

IRRÉDUCTIBLES MADELINOTS

Nous sommes en 2003 après Jésus Christ. Tout le milieu de la bande dessinée québécoise souffre d'un manque de reconnaissance et de popularité auprès du grand public. Tout ? Non ! Deux bédéistes madelinots résistent encore et toujours, réussissant à vendre quelques 5000 exemplaires de leur premier album, et ce, en trois mois seulement. La vie ne doit pas être facile pour les nombreux éditeurs qui leur ont dit non et qui vont peut-être s'en mordre les doigts... Si le sympatique pêcheur Néciphore est encore pratiquement inconnu sur le continent, il est une véritable vedette aux Iles-de-la-Madeleine, terre natale de ses deux créateurs, Jean-François Gaudet et Hugues Poirier. Mariant amour des Iles et bande dessinée, les deux gaillards ont concocté un album de souvenirs qui a fait le régal des Madelinots et des touristes l'été dernier. Feu de paille ou débuts prometteurs ? Le Quartier Libre les a rencontrés.

Propos recueillis par Annik CHAINEY

Quartier Libre : Comment vous est venue l'idée de faire une bande dessinée sur les Iles-de-la-Madeleine ?

Jean-François Gaudet : Ce projet-là part d'un défi que nous nous sommes lancé. Rien ne nous prédestinait à faire de la bande dessinée. Hugues est architecte et moi, je travaille en publicité. C'est aussi parce que l'on *trippe* sur notre région et qu'on avait envie de la faire connaître aux autres.

QL : Vous n'aviez jamais fait de la bande dessinée auparavant ?

JFG : Jamais. J'avais un peu touché à l'impression parce que j'ai fait du graphisme, mais c'est tout. On a appris sur le tas. Une bd, c'est vraiment du travail à créer.

Hugues Poirier : On a même dû apprendre les rudiments du métier d'imprimeur. Le choix des couleurs a été particulièrement difficile. Comme les dessins étaient coloriés à l'ordinateur, il fallait trouver des couleurs compatibles avec celles utilisées lors de l'impression pour ne pas avoir de mauvaises surprises. Ça nous a pris deux mois juste pour trouver le rouge de la maison de Néciphore que l'on voit dans la première case…

QL : Le processus de création n'a donc pas été de tout repos.

HP : Et c'est sans compter le fait que, jusqu'à la fin, on ne savait pas si on allait trouver le financement et donc combien il faudrait investir de notre poche.

QL : Vous avez quand même trouvé une solution en sollicitant des commanditaires.

JFG : On n'a pas eu le choix de trouver des commanditaires et de publier à compte d'auteur parce que tous les éditeurs que nous avons approchés nous ont fermé la porte au nez. On nous disait que nous allions nous casser la gueule et que le meilleur conseil qu'ils pouvaient nous donner était de ne pas faire de la bd au Québec. Venant de la part de quelqu'un qui ne connaît rien du milieu, on se serait dit «So what ?», mais là, ça venait de gens bien au fait du monde de la bd et de l'édition québécoises. En plus, c'était généralisé.

QL : Pourtant, les aventures de Néciphore ont fracassé des records de vente lors de leur parution. Est-ce que vous vous attendiez à un tel succès ?

«Moi, au départ, je croyais qu'on en aurait assez pour 10 ans avec les 2300 exemplaires...»

Jean-François Gaudet

JFG : Non. On a été très surpris. Pour la première impression, nous avions fait imprimer 2300 exemplaires, même si tout le monde nous disait que ça allait marcher, qu'il fallait en faire imprimer plus. Finalement, nous en avons vendu 2000 en 10 jours et nous avons dû en faire réimprimer en catastrophe. Moi, au départ, je croyais qu'on en aurait assez pour 10 ans avec les 2300 exemplaires…

QL : Est-ce que vous avez fait un lancement ?

HP : On l'a fait dans un petit bar aux Iles-de-la-Madeleine le 3 juillet. On a trouvé la salle à la dernière minute. C'est un bar qui peut accueillir 150 personnes, mais le soir du lancement, il y en a eu 300 qui se sont présentées. Les gens faisaient la file dehors pour entrer.

JFG : On avait planifié de faire un 5 à 7, bien tranquille. On se disait qu'on allait boire de la bière et signer quelques albums. Finalement, on n'a pas arrêté de la soirée. On a fait des dédicaces de 5 à 9. Les livres sortaient à pleines caisses. C'était hallucinant. On a vendu environ 325 albums en 4 heures. À un moment donné, j'ai dit à Hugues «Cou donc, on rêves-tu?».

QL : Votre bande dessinée était donc très attendue.

JFG : Le bouche à oreille fonctionne très bien aux Iles. Les gens savaient que nous faisions une bande dessinée et ils l'attendaient. Il y en a même qui m'ont appelé au mois de mai pour savoir quand l'album allait sortir. Tout ça a créé un engouement et quand le livre est arrivé, la demande était déjà là.

QL : Quand on regarde votre album, d'un point de vue strictement graphique, on pense immédiatement à Astérix. Quelles sont vos influences en bande dessinée ?

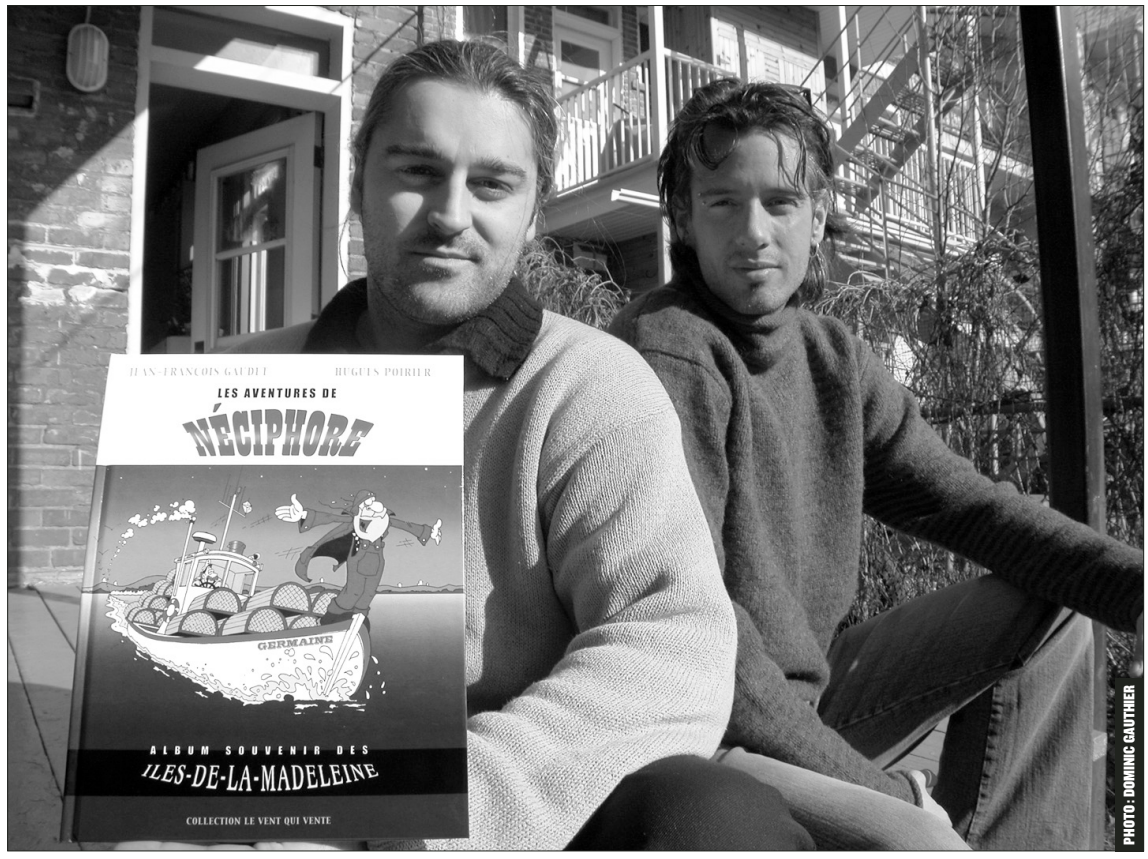


PHOTO : DOMINIC GAUTHIER

JFG : Astérix, c'est ma bande dessinée préférée et de loin.

HP : Je ne peux pas dire que je suis un fan invétéré de bd. J'ai lu les Astérix et les Tintin, mais je ne suis pas un mordu qui lit tout ce qui sort dans le domaine.

JFG : C'est plate, mais j'ai de la misère à me considérer comme un bédéiste.

HG : Moi aussi, c'est pareil. Je fais ça parce que j'aime ça et aussi parce que ça marche. Sinon, je ne perdrais pas mon temps avec ça. Je mettrais mon énergie sur ma carrière.

JFG : Si on n'en avait vendu que dix, on mettrait peut-être le projet de côté. Mais là, la réponse des gens est fantastique et c'est très motivant.

QL : Alors, pourquoi avoir choisi la bd comme moyen d'expression ?

JFG : Parce que c'est plus intéressant et plus accessible. C'est aussi parce que ça permet de raconter une histoire tout en montrant des paysages. On ne pouvait pas parler des Iles sans les montrer.

HP : Ce qui est le fun avec la bd, c'est l'humour. On dirait que ça va de soi que ce soit humoristique. Et avec les dessins, ça rend la lecture légère et agréable. Comme ça, on pouvait rejoindre autant les jeunes que les vieux.

QL : Est-ce qu'il va y avoir une suite aux aventures de Néciphore ?

JFG : C'est sûr que ce serait facile. C'est pratiquement sûr qu'on en vendrait encore 5000 sans trop d'efforts. En fait, on va probablement en faire une, mais pas dans l'immédiat. Avant, on préfère continuer notre projet qui est de faire une bd pour chaque région du Québec et, éventuellement, un dessin animé d'une demi-heure pour chacune d'entre elles.

QL : Et quelle est la prochaine région sur votre liste ?

JFG : On travaille actuellement sur un deuxième album qui a pour thème le Saguenay Lac St-Jean. On a déjà contacté des intervenants de la région qui sont complètement emballés par notre projet et qui nous ont accueillis à bras ouverts.

QL : Est-ce que vous allez conserver la même formule ?

JFG : Ça nous fait peur de changer une formule qui marche. On va donc reprendre le concept des histoires courtes qui se déroulent sur une année complète. On va parler des choses du quotidien, des choses qui sont près des gens. Un peu comme *La Petite Vie.* On va également conserver le volet culinaire et le glossaire des expressions, comme dans le premier album. C'est important de perpétuer ces traditions-là.

HP : On souhaite créer une collection où tous les albums auront la même présentation graphique. Pour ce qui est du personnage, c'est sûr qu'on ne peut pas reprendre Néciphore parce qu'il est indissociable des Iles. On pensait plutôt lui donner un cousin qui serait né au Saguenay. En fait, il pourrait avoir un cousin dans chaque région du Québec. Cela permettrait de faire le lien entre les albums.

QL : Pour les Iles-de-la-Madeleine, c'était relativement facile puisque vous les connaissez par cœur. Vous n'avez pas peur de vous attaquer à une région qui vous est étrangère ?

JFG : Tout le monde nous dit ça et nous en sommes parfaitement conscients. Mais je trouve que c'est un beau défi. Je pense que notre idée est bonne et que ça vaut la peine d'aller jusqu'au bout.

HP : Pour faire ça, faut que tu y crois. C'est le seul moyen de réussir.

Les aventures de Néciphore sont disponibles à Montréal aux deux endroits suivants:

F-52
4826 Saint-Denis,
Montréal. Tél : 514-286-0352
et Aux délices madelinots
7193A boul. Newman, Lasalle.
Tél : 514-363-8555

À VOS PLUMES, CITOYENS!

QUAND LA GAUCHE PREND LA PAROLE

À l'heure où l'on assiste à l'uniformisation de l'information, les médias indépendants s'affirment et tentent de redonner ses lettres de noblesse à la liberté d'expression. Portrait non exhaustif du paysage médiatique alternatif du Québec.

Martina DJOGO

On a tous déjà vu de ces petites publications alternatives chez un ami anarchiste, des gens qui se promenaient avec *Le Journal marxiste-léniniste* sous le bras ; on a acheté *l'Itinéraire* pour se donner bonne conscience ou écouté avec curiosité la radio de la communauté haïtienne dans un taxi. Mais on s'est trop souvent arrêté sur leur caractère particulier ou isolé en oubliant le projet social essentiel qui les sous-tend : présenter une alternative à la vision unique, faire place à la diversité de l'information et offrir une tribune aux citoyens.

MÉDIA ALTERNATIF: C'EST QUOI ÇA?

Quant à définir précisément les médias alternatifs, les points de vue divergent : alors qu'on s'entend pour dire qu'ils ne dépendent pas d'un État ni d'une entreprise commerciale, le *Réseau des médias alternatifs* impose ses propres critères de sélection des membres, soit une prise de décisions démocratique et la diffusion d'informations différentes des médias traditionnels. Le *Réseau,* un regroupement informel constitué l'hiver dernier, rassemble les médias alternatifs pour faire front commun contre le discours dominant. *«À travers le réseautage, l'échange d'informations et de communications, les médias alternatifs peuvent s'entraider et acquérir une meilleure visibilité puisque, au fond, ils mènent un même combat»*, affirme Magalie Paré, directrice générale de Radio Centre-Ville.

Le Centre des médias alternatifs du Québec (CMAQ) remplit sensiblement la même fonction de regroupement que le *Réseau*, dont il fait partie. Il s'agit d'un site Internet qui *«a été mis sur pied dans la foulée des événements du Sommet des Amériques pour permettre à qui le désire de diffuser articles, photos, émissions de radio ou de télévision. Libres de droits, ceux-ci peuvent être repris et rediffusés dans tous les autres médias.»* On y retrouve donc des articles à saveur altermondialiste publiés par des journalistes bénévoles.

Ces bénévoles constituent la vaste majorité des collaborateurs des médias alternatifs. Mais attention! Qui dit bénévole ne dit pas nécessairement amateur. *«Sur le site de* La Tribu du verbe*, créé par Bob L'Aboyeur, l'entarteur québécois, il arrive que, sous les pseudonymes se cachent des journalistes professionnels. Ils profitent de la liberté d'expression qui leur est offerte et à laquelle ils n'ont pas toujours accès dans les médias de masse»*, explique Catherine Pépin, recherchiste à l'émission *Macadam Tribu*. Quant à la censure exercée sur de tels sites, elle est quasi nulle; en principe on publie tout, en autant qu'il n'y ait pas de propos racistes ou haineux.

CONJONCTURE FAVORABLE?

Pour assurer leur indépendance, les médias alternatifs ont recours à un financement approprié : la presse écrite compte en grande partie sur le Fonds pour les médias communautaires et les abonnements. Si on assiste en ce moment à une période d'expansion des médias alternatifs, cela est sans doute une conséquence du développement d'Internet, qui ne requiert pas de grands investissements. Selon Marc Raboy, professeur en communications à l'Université de Montréal, *«nous sommes maintenant dans une conjoncture intéressante pour les médias alternatifs, grâce à une hausse de la conscientisation politique et des nouvelles technologies comme Internet.»*

Alors quel est l'impact réel de ces médias, qui ne peuvent compter que sur un lectorat restreint et des moyens souvent artisanaux? *«On ne peut mesurer l'impact d'un média par le nombre de personnes qu'il rejoint,* dit M. Raboy. *Même limités, les lecteurs des médias alternatifs sont fidèles et attentifs. On peut dire également que ces médias contribuent à la création du sens d'appartenance à une collectivité.»* Si petit soit-il, le projet d'offrir une tribune citoyenne et une critique des médias de masse est au cœur de la démocratisation de la société. À nous de nous en servir.

POUR EN SAVOIR PLUS :

Les sites du CMAQ (www.cmaq.net), du Réseau des médias alternatifs (www.reseaumedia.info) et d'Altermédia (www.altermedia.org) offrent un répertoire des médias alternatifs québécois, avec des articles, des mentions d'événements ou même des invitations à aller manifester.

Pour ce qui est de la presse écrite, mentionnons *Le Couac* (un journal parodique), *Le Mouton Noir* (journal d'opinion et d'informations publié huit fois par année) et *Recto Verso* (publié depuis 1951, traitant d'informations générales et de réalités socio-politiques), qui se sont récemment associés pour offrir des abonnements communs à leurs lecteurs.

LA COMMUNAUTÉ ITALIENNE ET LE FASCISME

IL DUCE À MONTRÉAL

Au cœur de la Petite Italie, sur une des fresques de l'église Notre-Dame-de-la Défense, le portrait sombre et imposant du dictateur fasciste Benito Mussolini voisine les saints personnages de la Bible. Montréal n'a pas fini de dévoiler ses secrets.

Estelle PUIG

De style roman à croix grecque et revêtu de briques, la petite église Notre-Dame-de-la-Défense reflète toutes les couleurs de l'Italie. Désignée l'an dernier comme lieu historique national du Canada, l'église a été construite pour la communauté italienne de Montréal, au début du siècle dernier. L'intérieur, décoré par l'artiste Guido Nincheri, reflète la tradition de la Renaissance italienne. Mais ce qui retient notre attention avant tout, c'est la présence plus ou moins incongrue de Benito Mussolini sur une des fresques de l'église. On y voit en effet *Le Duce*, à cheval, entouré de ses généraux et des figures de l'Académie d'Italie, entre autres le sénateur Marconi, lauréat du prix Nobel pour l'invention de la radio.

«On ne peut pas effacer l'histoire», dit Palma Loris. Italien d'origine et conservateur de l'église, il a émigré au Canada il y a 50 ans. L'église Notre-Dame-de-la-Défense est au cœur de sa vie. Il en connaît les moindres recoins et conte son histoire avec passion. *«La fresque du sanctuaire de l'église évoque les accords du Latran»*, raconte-t-il. Signés le 11 février 1929 par le Saint-Siège et l'État italien avec à sa tête Benito Mussolini, ces accords octroient certains privilèges à l'Église, dont notamment la pleine souveraineté du pape sur l'État de la Cité du Vatican. Mussolini a multiplié les gestes d'apaisement à l'égard de la hiérarchie catholique. *«Les Italiens de Montréal qui avaient des tendances fascistes ont voulu remercier Mussolini pour ce geste important. Ils ont donc demandé au peintre que celui-ci soit au cœur de la fresque»*, dit Palma Loris.

La fresque symbolise donc une authentique reconnaissance de la part de la communauté italienne de Montréal pour Mussolini. *«J'ai grandi avec le fascisme »*, dit Palma Loris.*» À l'époque, le contexte était différent. Pour nous, les jeunes, Mussolini était respecté. C'était un des premiers hommes qui pensait vraiment à la famille. Il a instauré de nombreuses mesures sociales qui existent toujours aujourd'hui.»* Selon Paul Létourneau, professeur d'histoire à l'Université de Montréal, *«l'Église tient à cette murale. Il y a un peu la nostalgie d'une Italie qui était plus importante dans le monde. On peut être contre le fascisme mais apprécier ce portrait de Mussolini qui a eu un geste très symbolique à l'égard du Saint-Siège »*,

À travers la fresque, on y retrouve de nombreux détails historiques qui symbolisent les amitiés canado-italiennes des années 1930. Par exemple, sur la murale, *Le Duce* est à cheval. Pour la petite histoire, cette monture est un don d'un Canadien à Mussolini. Reconnaissant, le dictateur la chevaucha lorsqu'il fit son entrée triomphale au Caire.

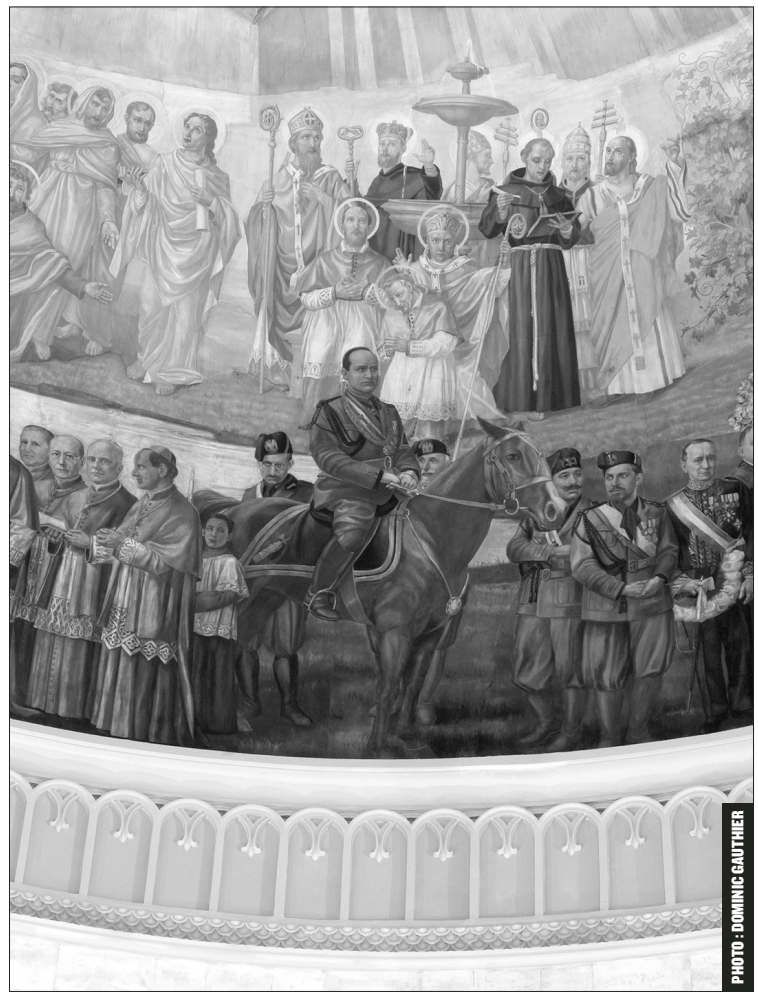


PHOTO : DOMINIC GAUTHIER

BENITO MUSSOLINI N'EST PAS PRÊT DE DESCENDRE DE SON CHEVAL SELON M.LORIS

«Lorsque le régime est tombé, l'artiste a payé un peu cher son œuvre, car, soupçonné à tort d'être fasciste, il fut envoyé en prison», ajoute Palma Loris. Guido Nincheri, l'auteur de la fresque, est surtout célèbre comme maître-verrier. L'homme, né à Prato en Toscane, a fait ses études aux Beaux-Arts de Florence. Il émigre au Canada en 1915 et croise la route des frères Marius et Oscar Dufresne, les notables de Maisonneuve et véritables mécènes. En 1927, on lui demande de décorer l'église Notre-Dame-de-la-Défense. *«Au départ, Nincheri n'avait pas prévu d'inclure Mussolini à la fresque. Il a finalement cédé aux pressions des commanditaires»*, conclut Palma Loris.

Pourquoi le portrait de Mussolini n'a-t-il pas été effacé à la suite de la chute du fascisme comme tant d'autre? *«En Italie, les partis qui ont été libérés du joug fasciste vont immédiatement détruire tous les portraits de Mussolini. Au Canada, le contexte était différent. Je pense qu'ici il y a une tradition de tolérance. C'est une décision qui revenait à la communauté italienne car c'était leur fierté qui était en jeu»*, dit Paul Létourneau. La réponse de Palma Loris est, quant à elle, animée et explosive : *«Si on va à l'église de Rosemont, on y trouve Attila, celui qui a été surnommé le fléau de Dieu. Il était contre la religion catholique, mais on l'a tout de même représenté à l'intérieur de l'église. Mussolini est là! Et il va rester là* !»

TOUJOURS 2 POUR 1 LIVRAISON GRATUITE
double pizza®
SPÉCIAUX POUR ETUDIANTS 10% SUR $ 50 ET PLUS
343-0-343
5002 Queen Mary

AMÉLIE QUI ?

Elle «a toujours faim quand y faut pas», rougit devant l'appareil et n'a pas l'air de comprendre ce qu'on peut bien lui trouver d'extraordinaire. Geneviève Castrée est une énigme. C'est ce qui la rend si fascinante.

Aurore LEHMANN

Le manteau est presque trop grand pour elle, trop rouge aussi. On la dirait tout droit sortie d'une de ses BD, bariolée comme un enfant, mystérieuse et frêle. Les propos et la pensée s'éparpillent à l'image de ses Tristounettes qui partent au vent (*Roulathèque*). Elle roule des yeux à gauche et à droite, comme si elle cherchait désespérément la sortie. Il y a un an, elle aurait pu se cacher derrière ses longs cheveux noirs. Aujourd'hui la coupe est courte, le visage encadré, et le regard supporte encore mal l'intérêt quasi inquisiteur qu'on lui porte. A l'instar de la petite Alice, Geneviève Castrée, lorsqu'elle perd pied, nous entraîne avec elle dans un univers aux contours flous, régi par des règles propres qu'il convient de s'approprier. Autant dire que la demoiselle, bientôt madame, n'apprécie pas les raccourcis couramment utilisés pour la définir.

La silhouette et l'attitude ont eu tôt fait de lui valoir de nombreuses comparaisons avec Amélie Poulain «*à cause des cheveux et parce que je suis francophone*», mais la bédéiste chanteuse se sent plutôt à l'étroit dans le costume taillé de toutes pièces par les journalistes. Agacée même, à la limite de l'énervement: «*Je suis moi-même. J'aimerais pouvoir changer la vie des autres, mais je suis bien trop égocentrique pour ça*». La comparaison lui pèse d'autant plus qu'elle n'est pas la première. «*On me compare régulièrement à quelqu'un d'autre. Amélie Poulain revient assez souvent, Brigitte Fontaine et Cat Power pour la musique.*» Pas de quoi rougir. Plus fort encore, la même personne lui reproche deux années de suite lors du salon d'Angoulême de «*copier le travail de Julie Doucet*». Elle n'en revient toujours pas. Nous non plus.

Et pendant que le monde se démène pour trouver des éléments de comparaison, la jeune femme demeure insaisissable, brouille les pistes, à commencer par son nom deux fois modifié. Elle sera d'abord Fidel Castrée avant de retrouver son prénom une fois l'adolescence terminée. «*Fidel Castrée, c'était comme ça, un peu pour la blague*». Le sobriquet date de l'époque des premiers fanzines, celle du «*pipi caca*» dont nombre d'auteurs ont bien du mal à sortir dans le milieu de la BD montréalaise. Pour Geneviève la scatologie prend fin en même temps que le secondaire, date à laquelle elle décide d'arrêter ses études. «*j'étais acceptée en Arts plastiques au Cégep du Vieux Montréal, mais je savais ce que je voulais et je le voulais sans attendre.*» Elle a de quoi être pressée. C'est qu'elle attend depuis longtemps de pourvoir concrétiser son rêve, devenir bédéiste.«*J'ai dessiné toute ma vie, avant même d'avoir 2 ans. À 11 ans j'ai décidé d'en faire mon métier. C'était pas le truc le plus populaire, mais il ne faut pas avoir peur de faire exactement ce dont tu as envie*». En l'occurrence le changement est drastique: «*à partir de là certaines personnes n'ont plus compris mes bd.*»

C'est justement parce qu'elle ne ressemble à personne que Geneviève Castrée éveille la curiosité. À des années lumières du travail de Julie Doucet, l'auteur de *Lait frappé* et *Roulathèque* aurait plutôt tendance à faire écho à l'univers de Simon Bossé (*Intestine*), avec lequel elle a déjà travaillé. Pas étonnant que tout ce petit monde ait pris les voiles avec l'oie de Cravan. Car la toute jeune femme se singularise par son approche poétique de la bande dessinée en faisant preuve d'une parfaite et spontanée maîtrise du langage du neuvième art. Le propos prend forme quelque part dans l'espace créé par la rencontre des mots et de l'image. Le résultat est bouleversant, qui navigue entre la candeur de l'enfance et les réalités plus sombres d'une femme aux prises avec les autres. C'est ce que Benoît Chapût, fondateur de l'Oie de Cravan, qualifie d'extraordinaire: «*Je l'ai rencontrée lorsqu'elle avait 16 ans. Son travail n'était pas encore accompli. Deux ans plus tard, j'ai édité* Lait frappé. *Ça lui ressemble énormément. Ses deux livres sont à l'image de son univers intérieur et elle l'exprime de façon surréaliste.*» Les quelques chanceux qui auront pu l'écouter chanter feront facilement le lien avec ses bd. «*Étrange*» et «*unique*» sont les mots qui on l'heure de revenir le plus souvent pour la décrire. Ce à quoi Benoît Chapût ajoute «*Attentive et brillante*» et, pour finir «*friandise*».

Geneviève Castrée, elle, se définirait plutôt comme une hypersensible, avoue être nulle au jeu de la séduction et croit les fille plus manipulatrices que les hommes. "*En amour on peut tellement profiter des gens, leur faire du mal. J'ai beaucoup d'amies qui ont leur propre façon d'obtenir n'importe quoi des garçons. Moi, je suis incapable de séduire dans un bar. Je suis très sensible aux choses qui m'entourent. Il existe énormément de variations dans la façon dont je me sens. Je me situe plutôt dans les extrêmes*». Geneviève navigue constamment entre deux eaux, de Montréal à Vancouver (du «*congélateur à la plage*»), du français à l'anglais, le cœur ballotté entre la réalité et l'onirisme des tableaux qu'elle compose avec ses bd ou sa musique. Partagée mais plutôt heureuse, amoureuse aussi et prête à faire le grand saut. «*Je ne pensais pas être capable de travailler avec quelqu'un. Faire suffisamment confiance pour lui permettre de rentrer dans ma bulle. Ça aussi c'est nouveau.*» Nouveau comme son prochain album qui sort en janvier: *Pamplemoussi,* une oeuvre binaire, en musique et bande dessinée, toujours aux éditions l'Oie de Cravan. Une première.

PHOTO : DOMINIC GAUTHIER

Geneviève Castrée a encore du mal à réaliser ce qui lui arrive. «*Ça fait trois ans que je vis uniquement en vendant dessins et illustrations. Je me sens super riche, comme si on donnait de l'argent à quelqu'un d'autre pour qu'il aille travailler à ma place*!». Trois ans qu'elle planche pourtant du matin au soir sur son île de la côte ouest parce que d'arrêter la met «*de mauvaise humeur*», trois ans qu'elle mature son nouvel album et qu'elle cherche de nouvelles pistes à explorer (à venir, un album en anglais). Trois ans et des poussières depuis le choc de *Lait frappé* et *Roulathèque*, et la certitude qu'on a toujours rien vu de si beau dans la bande dessinée québécoise. Geneviève Castrée n'a pas fini de nous étonner, à moins qu'elle ne soit, et c'est paraît-il très fréquent, égarée par les vents.

> «Ça fait trois ans que je vis uniquement en vendant dessins et illustrations. Je me sens super riche...»

Geneviève Castrée *Lait frappé* (éditions l'Oie de Cravan); *Roulathèque*(éditions l'Oie de Cravan)

4e édition du Glitch Fest

HYMNE À LA DIVERSITÉ

Courts métrages et pop-corn étaient au rendez-vous de la 4è édition du Glitch Fest, la fête de la production individuelle indépendante..

Olivier BÉLANGER

Victime de son succès, le party annuel a cependant été moins fréquenté que prévu, malgré une programmation diversifiée de qualité. Car c'est un *success story* à petite échelle que le parcours du Glitch Fest. Mis au monde en 2002 par des élèves de l'École Polytechnique désireux de présenter leurs courts-métrages sur grand écran, la première édition a attiré 150 spectateurs. Depuis, l'affluence du Festival n'a cessé de croître pour atteindre un sommet de 450 personnes l'an dernier.

L'événement innovait cette année afin de gérer cette croissance. *«L'année dernière, nous avons dû refuser des gens à la porte parce que la salle était comble. Nous avons donc décidé d'offrir la même programmation un soir supplémentaire»*, affirme Fabienne Pyun, relationniste du Glitch. *«Cette formule a malheureusement eu l'effet de diluer l'ambiance puisque les gens ont eu le choix entre deux soirs pour venir voir la même programmation»*, ajoute-t-elle. Le phénomène a été d'autant plus marqué que le principal public de cet événement se compose de réalisateurs et de leur entourage. L'animation bilingue, drôle et sans prétention, a tout de même su faire oublier les quelques sièges libres.

LE PLAISIR PREND LE DESSUS

Ce petit accroc a été facilement éclipsé par la qualité quelque peu inégale, avouons-le, des présentations. Le plaisir du court-métrage résidant notamment dans sa durée, les moins bonnes projections ont cependant été bien vite oubliées. La programmation du Glitch se fait sous le signe de la diversité, et cette année n'a pas fait exception. *«C'est l'un des points forts du Festival. Il n'y a pas de catégories, pas de censure, tout film avec un minimum de qualité et d'originalité est accepté. Même les films étrangers sont bienvenus. Il y a d'ailleurs une production française et une américaine dans le programme de cette année»*, lance Raphaël Roussel, participant et co-animateur du Festival.

Il y en avait donc pour tous les goûts : humour et drame, horreur et film artistique, animation et documentaire étaient au menu. De plus, pour la première fois de l'histoire du Festival, le tiers des 31 films présentés étaient tournés en anglais.

À l'instar de la programmation, le profil des réalisateurs était aussi sous le sceau de la différence. Amateurs, professionnels et étudiants se côtoient au Festival en toute cordialité. *«Pour participer, ce n'est pas compliqué. Tu prends ta caméra et tu tournes»*, explique Marc Deverau, auteur du désopilant *PMS Survival Tips*. Le type n'a toutefois pas tout à fait le profil de l'amateur avec trois longs métrages à son actif, dont un (*lahers*) qui a été présenté au Festival Fantasia en 2002. Les réalisations scolaires sont aussi de la partie. C'est le cas notamment du film d'animation *Itsy Bitsy Grampi* d'Anouk Whissel, étudiante au Cégep du Vieux-Montréal, qui a réalisé ce petit bijou poétiquement lugubre dans le cadre d'un cours. Le point commun de ces participants: le plaisir.

«C'est bien de présenter ton court-métrage à quelques-uns de tes amis dans ton salon. C'est encore mieux de pouvoir le présenter à des centaines de personnes sur grand écran. Il est très intéressant de voir les réactions du public et de recevoir leurs commentaires», déclarent tout sourire François Simard et Jonathan Prévost, réalisateurs du sanglant *Chez Tony Spaghetti*.

WWW.GLITCHFEST.COM

Le Glitch Fest donne la chance aux réalisateurs d'élargir encore plus leur public. Ceux et celles qui n'ont pas eu la chance de voir les présentations sur grand écran pourront se rattraper. Tous les courts-métrages présentés aux différentes éditions du Glitch Fest sont archivés sur le site Internet. Allez le visiter : ça vaut le détour.

La Fédération internationale des archives du film

ARRÊTS SUR IMAGES

La Fédération internationale des archives du film (FIAF) a tenu son congrès annuel à Montréal la semaine dernière. Robert Daudelin, ancien président de la FIAF et directeur de la Cinémathèque québécoise pendant trente ans, nous a expliqué quelles sont les missions de cet organisme.

Joan ROCH

La FIAF a été créée dans un contexte où les films muets, considérés comme techniquement obsolètes, commençaient à être détruits. *«Fondée à Paris en 1938, la FIAF a été mise sur pied par la première génération de cinéphiles»*, raconte M. Daudelin.

Lors de sa création, la FIAF rassemble des institutions européennes et américaines. Les fondateurs sont des passionnés qui partagent avant tout un goût commun: celui de voir des films. Ils profitent des liens tissés par la FIAF pour échanger des copies et découvrir de nouvelles œuvres. Mais ils doivent apprendre à préserver le riche passé cinématographique de leur pays.

SAUVEGARDER LE PASSÉ

Les défis les plus anciens concernent la conservation des pellicules: les films 35mm en nitrate sont très inflammables, et seront d'ailleurs interdits mondialement à partir de 1952. Leurs remplaçants, les films en acétates et les polyesters, souffrent par contre du *«syndrome du vinaigre»*, une décomposition progressive reconnaissable à son odeur caractéristique.

La FIAF joue alors un rôle important en facilitant les échanges d'expertise dans le domaine de la conservation des films. Cependant, à partir du milieu des années 1970, l'entrée en scène des pays d'Amérique du Sud change la nature des débats.

L'OUVERTURE SUR LE MONDE

Aux prises avec des régimes autoritaires, les cinémathèques d'Amérique latine deviennent, selon M. Daudelin, des *«cinémathèques militantes, des oasis de liberté»*, où les films présentés échappent parfois à la censure. Le dynamisme des personnes impliquées leur vaut d'ailleurs parfois de faire de la prison.

L'activité de ces nouvelles cinémathèques favorisent aussi l'émergence d'un cinéma national, tout simplement parce qu'elles permettent aux créations locales d'être présentées au public grâce aux nombreuses projections. Les problèmes rencontrés par ces institutions diffèrent donc beaucoup de ceux des pays européens: l'ouverture des archives au public devient un sujet aussi important que les techniques de conservation des films.

L'arrivée de nouveaux pays va également modifier la structure des congrès annuels de la FIAF. Sous la pression des institutions les moins riches, ces rencontres ne doivent plus être que de simples réunions administratives, mais plutôt permettre un échange d'expertise et d'idées.

«Ces congrès illustrent la principale vertu de la FIAF», explique M. Daudelin, *«c'est-à-dire la mise en place d'un réseau de communication. Ce sont des lieux de rencontre permettant, par exemple, d'établir un dialogue entre le Portugal et son ancienne colonie, l'Angola, pour organiser la rapatriement de l'héritage cinématographique de ce pays d'Afrique.»*

> La Cinémathèque Québécoise elle-même «a commencé dans un sous-sol, et a appris son métier grâce à la FIAF».

Les congrès rassemblent maintenant plus de 200 personnes représentant tous les continents, 131 organisations et 70 pays.

UNE MISSION D'ENTRAIDE

Le rôle de la Fédération est donc principalement de permettre l'échange de connaissances. La Cinémathèque Québécoise elle-même *«a commencé dans un sous-sol, et a appris son métier grâce à la FIAF»*, raconte M. Daudelin. Les rôles se sont depuis en partie inversés. Par exemple, les entrepôts de Boucherville, où est conservée la collection de l'institution, sont maintenant visités par d'autres membres de la FIAF désirant suivre le même chemin.

Dans le même esprit, l'UNESCO fait appel aux spécialistes de la FIAF pour des missions dans le monde entier. Le rôle de la FIAF est alors double: apporter une expertise technique adaptée aux contraintes locales (climat, installation, nature des supports), mais également sensibiliser les autorités à l'importance de conserver ces documents historiques.

LES ENTREPÔTS DE LA CINÉMATHÈQUE SITUÉS À BOUCHERVILLE

Le cinéma est un art tributaire de la technologie. Si certains pays doivent tout apprendre dans ce domaine, les technologies transforment profondément même les institutions les mieux établies.

La *«muséalisation des cinémathèques»*

Coincées entre les problèmes de préservation et la mission de projection des œuvres, les cinémathèques sont poussées vers les nouveaux supports numériques. Cependant, malgré la qualité croissante des transferts , aucune unanimité ne se dégage quand à la fidélité de restitution des films en copie numérique.

Mais au delà des considérations techniques, M. Daudelin explique que ces questions sont au cœur même du rôle tenu par les cinémathèques: *«les cinémathèques s'en vont sur le terrain des musées, en devenant le lieu où sont conservées les œuvres dans leur format de référence, projetées à partir d'une pellicule. C'est comme voir une peinture dans un musée pour la première fois: la toile réelle ne procure pas la même émotion que la reproduction.»*

Mais alors que certaines copies sur DVD sont meilleures que les originaux, le débat entre cinéphiles reste ouvert.

LES ALCHIMISTES DU SON

Quand vous achetez un disque (si vous résistez à l'envie de le copier) et que vous portez attention à la pochette, vous pouvez lire : réalisateur Carl Bastien, s'il s'agit de l'album *Rêver mieux* de Bélanger; réalisateur Yves Desrosiers, si vous avez acquis *Kanasutra* de Desjardins; ou réalisateur Éric Goulet, si vous avez en main les deux cd de Vincent Vallière. Mais que fait un réalisateur de disques? Le Quartier Libre a posé la question aux trois réalisateurs.

Eric DUSSAULT

C'est avec George Martin, l'homme derrière les Beatles, que la tâche de réalisateur a perdu une partie de son mystère. C'est d'ailleurs George Martin qui a inspiré Carl Bastien à devenir réalisateur, alors qu'il était tout jeune. *«J'ai décidé ça à dix ans, à cause des pochettes. J'aimais les regarder et le nom de George Martin revenait tout le temps. À l'époque, mon cousin m'a expliqué ce qu'il* [George Martin] *faisait et je me suis dit que c'était une ostie de job cool!»* Le jeune réalisateur vedette a commencé en réalisant ses propres chansons, en jouant de la musique dans des groupes dont il était souvent le leader. *«Y'a rien que tu peux faire pour devenir réalisateur. Ça se fait tout seul. J'ai eu longtemps la réputation d'être un ingénieur de son, c'est ça que je trouvais frustrant. Je me disais : «criss, ils ne me connaissent pas, je suis un musicien, je ne suis pas un ingénieur de son», je le disais que je voulais jouer. C'est avec Leloup à la fin des années 1990 que tout a commencé. Je me suis fait des contacts, mais j'ai travaillé fort pour les obtenir. C'est une grosse partie de la job se rendre là, il ne faut pas trop s'éparpiller, prendre les bonnes décisions, écrire des chansons.»* Yves Desrosiers confirme que l'absence de formation académique fait en sorte que la définition de la profession est élastique. *«C'est n'importe quoi! C'est un gros mot, réalisateur, c'est un mot de plus en plus galvaudé. Ce qui fait que n'importe qui peut dire «j'ai réalisé un tel», alors qu'il ne connaît absolument rien là-dedans, parce qu'il n'y a pas de formation aboutissant au métier de réalisateur. Ça peut être très charlatan comme terme! C'est sur la base de ses réalisations qu'on juge un réalisateur.»*

PHOTO : DOMINIC GAUTHIER

SELON ÉRIC GOULET, IL NE FAUT PAS QUE L'ON SENTE TROP LA PERSONNALITÉ DU RÉALISATEUR SUR UN DISQUE

MAIS C'EST QUOI UN RÉALISATEUR?

Yves Desrosiers compare son métier à celui de l'alchimiste. *«Aujourd'hui, le réalisateur, c'est celui qui apporte un son à un album, qui apporte une direction musicale. Cela inclut les compositions et les arrangements. Moi, j'appelle ça l'alchimie. Quand on m'appelle, c'est comme si, d'une certaine façon, on appelait l'alchimiste. Le problème avec moi, c'est que je veux tout faire! Je m'intéresse autant à l'alchimie des arrangements qu'à la prise de son et à la beauté sonore des instruments. C'est ce qui caractérise mon travail, le métissage des instruments, c'est cela qui m'intéresse.»* Carl Bastien et Éric Goulet perçoivent plutôt leur travail comme des accoucheurs. *«J'ai tout le temps vu ça comme aider les gens à faire aboutir leur projet, être objectif plus que l'artiste ne peut l'être. Sans cela, ça manque de direction. Y'a un peu de psychologie là-dedans, rassurer sur la qualité du produit»,* affirme le réalisateur de Bélanger. *«C'est la personne qui doit faire briller l'artiste, s'assurer que l'artiste sorte grandi de son processus de création, que son œuvre soit meilleure musicalement et artistiquement après qu'avant. Moi, je pars toujours de la chanson, il faut souvent la recommencer à zéro, la refaire guitare-voix. On revoit la structure, la forme, la tonalité de la chanson, c'est de là que ça part. J'ai accès à un chalet sur le bord d'un lac, j'aime aller là quelques jours avant d'entrer en studio pour fignoler les chansons»,* précise pour sa part le chanteur du groupe montréalais Les Chiens.

AVEC OU SANS FORMATION MUSICALE?

On ne peut aborder le travail de réalisateur sans faire référence à celui de musicien. Est-ce possible de ne pas être les deux à la fois? *«Il faut être les deux. Tu ne peux pas être trop vague dans tes explications, tu dois savoir de quoi tu parles. Comment expliquer à un artiste de jouer un majeur ou un mineur si l'on ne sait pas comment cela se fait?»,* affirme Carl Bastien. Yves Desrosiers croit toutefois que des exceptions existent. *«À mon avis, c'est toujours un peu boiteux ce qui est réalisé par un non-musicien. Parfois c'est bon, mais c'est un coup de chance, comme James DiSalvio avec Bran van 3000. James ne sait pas jouer une note, mais il était bien entouré, alors le résultat était tout de même intéressant.»*

> *«Moi, j'appelle ça l'alchimie. Quand on m'appelle, c'est comme si, d'une certaine façon, on appelait l'alchimiste.»*
> Yves Desrosiers

Les techniques de travail diffèrent selon les réalisateurs, ce qui n'empêche pas que l'on retrouve chez chacun d'eux une certaine part d'improvisation et une grande liberté des compagnies de disque vis-à-vis leur travail. *«Les artistes sont cool en général, mais Desjardins était nerveux, surtout face à ma façon de travailler qui n'est pas commune. En effet ça peut inquiéter. Avec moi, t'as pas toujours de résultats immédiats. Je ne demande pas à l'artiste d'apprendre une chanson par cœur, je lui demande de jouer ce que la chanson lui dit sur le moment. Ça donne une dizaine de pistes, certaines sont inutilisables; mais ce que je cherche, c'est la magie qui s'est produite à travers ces pièces. Souvent, le musicien s'en va en étant convaincu qu'il n'a pas fait la job! Pourtant quand il se réécoute, il fait «Wow! C'est écœurant!» Ça favorise la création, travailler comme cela. Je préfère y aller à l'intuition. Cette technique peut donc être déboussolante»,* explique l'alchimiste Desrosiers. Carl Bastien pour sa part est plus pragmatique. *«Quand j'ai une idée claire dans ma tête, je la joue moi-même au lieu de la faire jouer par le musicien. Je sais exactement ce que je veux. Je n'ai jamais suivi de plan, j'aime garder le plaisir et l'improvisation, laisser libre cours à la création en studio. D'ailleurs, enregistrer le soir et la matin, c'est différent; la densité de l'air change, cela affecte le son. Je préfère le soir, mais c'est selon le son recherché.»*

LE REFUS DU RÉALISATEUR

Carl Bastien et Yves Desrosiers sont maintenant des réalisateurs vedettes au Québec, alors qu'Éric Goulet est un peu en marge, ayant encore du mal à se défaire de son image de rocker. Mais les trois ont un autre point en commun : ils se permettent de refuser de travailler sur tout projet qui n'a pas un minimum de qualité. *«J'ai refusé plus de projets que j'en ai accepté. Si les paroles m'horripilent, je ne peux pas accepter. Quand je travaille comme réalisateur, je deviens tellement habité par les chansons de l'artiste que c'est fatiguant si tu te lèves tous les matins avec des tounes poches dans la tête; c'est déprimant. Faut que je ressente quelque chose»,* affirme Éric Goulet. Yves Desrosiers abonde dans le même sens. *«J'en refuse beaucoup parce que c'est pas ma tasse de thé. Parfois, les chansons ne sont pas fortes. Beaucoup d'artistes pensent qu'en écrivant des chansons ça va vite débouler pour eux, alors que c'est très difficile. Pour que j'accepte de réaliser, il faut que les deux ou trois écoutes du projet de l'artiste me bottent. Là je vais commencer à envisager que peut-être je peux réaliser son disque. C'est l'écoute des chansons qui détermine tout.»* Carl Bastien se démarque de ses deux collègues puisque pour lui sa relation avec l'artiste est plus déterminante. *«Je me demande toujours : est-ce que je peux aller souper avec cette personne-là? Si la réponse est oui, ça signifie que je peux travailler avec! Des fois, le projet peut durer un an; c'est long si tu ne t'entends pas bien avec l'artiste. Je ne fais jamais un album pour l'argent, je le fais parce que le projet m'intéresse. C'est important de se faire engager, mais c'est encore plus important de se faire réengager.»*

À PROPOS D'UNE BONNE RÉALISATION

C'est la question qui s'impose en finale, qu'est-ce qu'une bonne réalisation? La parole est à Éric Goulet. *«Il ne faut pas qu'on sente trop la personnalité du réalisateur, il faut que le réalisateur vienne appuyer l'artiste, le mette en valeur.»* Au tour de Carl Bastien. *«Un album qu'on écoute souvent, c'est la preuve d'une bonne réalisation. C'est quelque chose qui fait danser, qui te fait ressentir quelque chose lorsque tu l'écoutes, il faut que ça aille aux couilles! Que ça communique un feeling.»* Enfin, Yves Desrosiers. *«Quand les gens écoutent un disque sur lequel j'ai travaillé, qu'ils l'écoutent tout le temps et qu'ils ressentent la même chose que moi en le faisant, c'est là que je prends mon pied! Quand tous les éléments sont à leur place et qu'ils encadrent parfaitement l'artiste, c'est ça pour moi une bonne réalisation, quand ça lui va comme un gant.»*

Le mot de la fin revient à Carl Bastien. *«On fait ce métier pour laisser un héritage aux générations qui vont suivre».*

Funk-jazz à Montréal

LES MAÎTRES VOODOO

Le vaudou n'est pas qu'une croyance religieuse née au Bénin, en Afrique de l'Ouest. C'est aussi le nom d'une formation musicale montréalaise qui, malgré deux performances au Festival de jazz de Montréal, est encore peu connue. Écouter le deuxième album de Voodoo Jazz intitulé MO FAT, de même qu'assister à l'une de leurs performances devraient suffire à vous envoûter. Rencontre avec les prêtres du funk-jazz de Montréal.

Éric DUSSAULT

Retour au Festival de jazz de Montréal éditions 2001 et 2002. Un groupe de sept musiciens professionnels est dans les coulisses d'une scène très bien située portant le nom d'une bière connue. Certains d'entre eux ne peuvent contenir leur joie d'être là. C'est le cas du bassiste qui, à 35 ans, n'en revient tout simplement pas de jouer devant plusieurs milliers de personnes à l'invitation du président du Festival, André Ménard. Il éclate en sanglots. La pression est forte. La formation musicale montréalaise sait que, si elle rate sa performance, ses chances de survie sont minces. Au signal, ils font leur entrée sur scène et sont conscients de vivre un grand moment de leur histoire commune dont l'origine remonte à mars 1999. *«J'oublierai jamais ça, j'ai jamais trippé de même! De nombreuses personnes n'ont pas pu entrer sur le site tellement il y avait de monde. La foule était dedans à 100%»*, se rappelle avec émotion Alex Daneau, saxophoniste ténor de Voodoo Jazz. *«Les techniciens nous ont trouvés tellement sympathiques et faciles à contenter que l'un d'entre eux, un éclairagiste, était prêt à tout laisser tomber pour nous. Je lui ai dit que je n'avais pas de travail pour lui, mais j'étais vraiment ému. C'est ça notre plus grand attribut : nous sommes des gars sympathiques, on n'est pas frais chiés et on ne se prend pas trop au sérieux. C'est pas comme certains autres musiciens jazz de Montréal dont je vais taire les noms…»*

LES CUIVRES SONT AU COEUR DE LA MUSIQUE DE VOODOO JAZZ

Effectivement, les sept gars de Voodoo Jazz sont de très agréable compagnie, même si leur deux passages au Festival de jazz de Montréal et leur séjour à Lyon avec André Ménard auraient pu faire grossir leurs jeunes têtes de musiciens passionnés. *«Ce qu'on recherche, c'est de faire des spectacles, on est heureux sur scène. On veut rester libres, tout en ayant de «l'exposure», jouer à travers le monde»*, précise Alex. Le guitariste Jean-Sébastien Williams ajoute que *«même si personne ne nous appuie, on va continuer à faire de la musique avec Voodoo Jazz. Voodoo Jazz, c'est un collectif d'amis qui essayent de concevoir un produit de qualité. C'est comme la pochette de notre plus récent disque, un haut-parleur dans un four, tu ne vois pas ça souvent!»* Le plaisir qu'ils ont à jouer ensemble se transmet très vite au public, comme le *Quartier Libre* a pu le constater lors de leur performance du 7 novembre dernier au Swimming. Les personnes présentes étaient très tranquilles lors du premier «set» et cela s'est fait sentir dans la performance,plutôt moyenne, des musiciens. Mais une fois de retour sur scène, le rappeur du groupe (Ralph François) a chauffé les esprits et, en un rien de temps, tout le monde se trémoussait sur la piste de danse. C'est vrai qu'il n'est pas facile de résister à une section de cuivre (trompette, saxophones alto et ténor) déchaînée, à un jeu de guitare efficace, à un fond d'orgue du style Hammond B-3 et à un bassiste d'une dextérité à rendre jaloux plusieurs musiciens de la métropole.

Pourtant, un contrat de disque se fait attendre depuis quatre ans, ce qui explique que le groupe Voodoo Jazz produit encore ses albums de façon totalement indépendante, malgré son impressionnant curriculum vitae. *«On s'évertue depuis belle lurette à obtenir un contrat avec l'équipe Spectra, mais on dirait qu'ils ne veulent pas prendre de risques avec un groupe qui ne fait pas de chansons francophones, ou très peu.»* raconte Alex. La moitié du groupe est composée d'anglophones, notamment le chanteur-rappeur. *«Tout le monde sait qu'un rappeur en français se doit d'avoir une facilité d'élocution et un certain vocabulaire que notre chanteur, qui est anglophone, ne maîtrise pas. J'ai pas le goût d'avoir des «Yo!, Nous allons faire du Voodoo Jazz! Je me bats pour mon combat!». Ça ne collerait pas avec ce que l'on fait. J'aimerais mieux un rappeur du genre MC Solaar, sauf que ce n'est pas évident à trouver. On a tout de même fait une demande de bourse et si on l'obtient, on va composer trois chansons en français»*, poursuit Alex.

Mais un groupe comme Voodoo Jazz peut-il avoir un avenir radieux à Montréal? *«Nos ventes d'albums nous ont démontré que oui. On a écoulé 1600 copies de notre premier cd et plus de 200 personnes ont assisté à notre premier lancement. Il y a quand même pas mal de gens qui nous connaissent à Montréal»*, tient à préciser Alex, le saxophoniste ténor et ex-adepte de musique punk et heavy métal. Jean-Sébastien, le guitariste du groupe ajoute *«qu'il est difficile de rejoindre un grand nombre de personnes, du fait qu'on se situe entre le jazz et le funk. C'est pas vraiment du funk, c'est pas vraiment du jazz, on appelle ça du Voodoo Jazz!»*

Leur deuxième album, qui sera lancé le 29 novembre prochain, est moins funky, plus jazzy et les arrangements sont plus fignolés. On y retrouve aussi leur premier vidéoclip qui a été télédiffusé à quelques reprises à Musique Plus, mais qu'ils n'ont pas eu le temps ni l'énergie de promouvoir, étant en France au même moment. *«On a obtenu une subvention de 15 000 dollars pour le réaliser, on a été très chanceux, mais presque personne ne l'a vu. On a donc décidé de l'inclure sur notre nouvel album»*, explique Jean-Sébastien. En effet, leur vidéoclip pour la pièce *Galaxie* est une parodie de Star Trek avec fusée, robot et déesses en vêtements sexy… Selon les membres du groupe, Mike Gauthier (vj à Musique Plus) et André Ménard se sont bien bidonné en le visionnant. *«1000 copies du nouvel album ont été imprimées, on veut le faire circuler le plus possible. Je pense qu'avec le produit qu'on a, il y a quelqu'un, quelque part, qui pourrait nous donner une chance. En spectacle, ça marche notre affaire, j'ai une totale confiance en notre produit. C'est long, des années de travail acharné»*, de conclure Alex.

Voodoo Jazz procède à son second lancement le samedi 29 novembre à 10h00 à l'Alizée.

étudiants recherchés

pour ce que vous recherchez

:: **La qualité de la formation**
97% des diplômés sont satisfaits des activités de formation.

:: **La qualité de l'encadrement**
96% des diplômés ont apprécié la disponibilité des professeurs.

:: **La qualité du milieu scientifique**
Un environnement valorisant et stimulant.

:: **Le soutien financier très avantageux**
Programmes de bourses pour tous les étudiants.

:: **La qualité du diplôme**
94% des diplômés affirment que l'INRS a répondu à leurs attentes.

:: **Les débouchés**
96% des diplômés qui occupent un emploi en sont satisfaits.

L'INRS est une institution regroupant quatre centres de recherche, situés dans les régions de Québec et de Montréal. La seule université au Québec à offrir uniquement une formation de 2e et de 3e cycle dans les domaines suivants:

: Environnement et gestion des ressources
: Technologies avancées
: Santé
: Sciences sociales

Université du Québec
Institut national de la recherche scientifique

Téléphone: (418) 654-2500 | Sans frais: 1 877 326-5762 www.inrs.uquebec.ca

CHRONIQUE BD

Annik CHAINEY

SI JEUNESSE SAVAIT…

Hiroshi Nakahara a 48 ans. Marié et père de deux filles, il vit à Tokyo où il travaille comme architecte. Il a tout pour être heureux. Pourtant, il ne l'est pas. En fait, Hiroshi Nakahara est un lâche, un ivrogne et un coureur de jupons. Mais il ne le sait pas encore ou, du moins, il s'efforce de l'ignorer. Il traverse l'existence sans s'en rendre compte, fuyant la réalité en s'abîmant dans des plaisirs faciles et vains.

Un train pris par mégarde au retour d'un voyage d'affaires impose à Hiroshi des retrouvailles inattendues avec son village natal. Submergé par les souvenirs et la nostalgie d'une adolescence marquée par le départ inexpliqué de son père, l'homme se rend sur la tombe de sa mère pour se recueillir. Et là, l'inimaginable se produit. Projeté dans le passé, Hiroshi va revivre l'année de ses 14 ans. Celle où son père les a abandonnés, sa mère, sa sœur et lui. Celle où tout a commencé.

Récit poétique d'un homme en quête de lui-même, *Quartier lointain* du bédéiste japonais Jirô Taniguchi met en scène avec finesse un fantasme bien humain : celui de la deuxième chance. Qui n'aimerait pas en effet pouvoir vivre à nouveau sa jeunesse avec cette fois l'expérience et la sagesse de l'âge? Il faut louer ici l'habileté de Taniguchi qui parvient à raconter l'histoire d'un quadragénaire porté sur le whisky et les jolies femmes emprisonnées dans le corps du garçon de 14 ans qu'il a été sans tomber dans les clichés habituels. S'il se permet quelques épisodes plus cocasses où l'on peut voir le jeune Hiroshi s'enivrer, fumer et draguer comme s'il était toujours un adulte, l'auteur ne donne jamais dans l'exagération ou la caricature.

Au-delà du côté amusant de la chose, l'intérêt de ce retour en arrière est la tentative obstinée et désespérée du héros pour faire la lumière sur la mystérieuse disparition de son paternel, disparition qui semble être au cœur de son malaise existentiel. C'est en cherchant à comprendre les motivations de cet abandon que Hiroshi réalisera que son père n'est peut-être pas le seul à fuir et à rêver d'une vie qui, à défaut d'être meilleure, serait bien à lui, choisie et non subie.

Sobres et délicates, loin des excès graphiques que l'on peut rencontrer dans les mangas, les illustrations de Taniguchi reflètent le caractère intime et introspectif de la narration. Images et textes s'unissent pour donner un récit à la fois rafraîchissant et touchant. Et une véritable leçon de vie.

Quartier lointain tomes 1 et 2, Jirô Taniguchi
Casterman, coll. Écritures, 2003.

L'ŒUVRE AU NOIR

CASINO BANCALE

Mikaëlle MONFORT

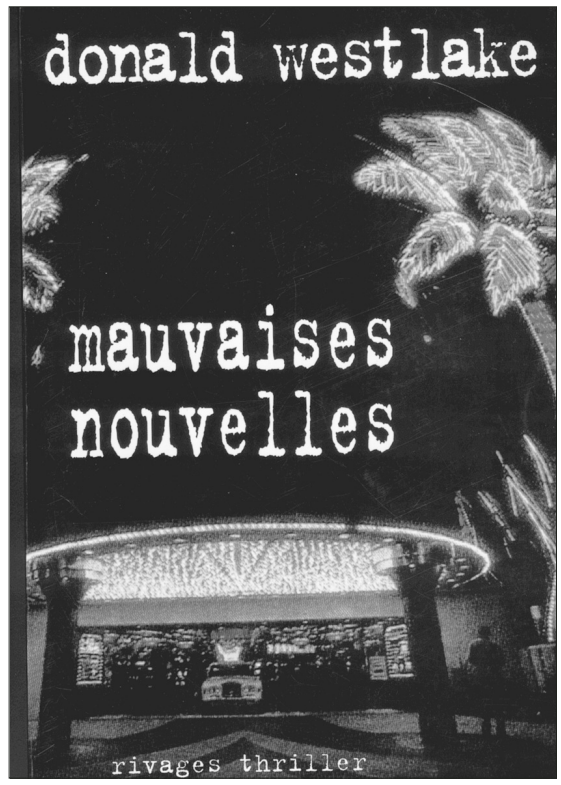
Si John Dortmunder n'avait pas vu ces 1000 $ de bénéfice lui échapper alors qu'il procédait au cambriolage de routine d'un banal Speedshop du fin fond du New Jersey, tout cela ne serait sans doute pas arrivé. Mais voilà, comme le souligne Donald Westlake dans la phrase liminaire de *Mauvaises nouvelles* : John Dortmunder est un homme sur qui le soleil ne brille que lorsqu'il souhaiterait rester dans l'ombre…

C'est donc pour récupérer ces 1000 dollars de manque à gagner que Dortmunder va accepter ce qui lui répugne le plus : un travail manuel. Certes, pour être manuelle, la tâche n'en n'est pas moins interlope. Il s'agit d'ouvrir la tombe de Joseph Redcorn, indien Pottaknobbee décédé des suites de sa chute de l'Empire State Building en construction, pour l'en déloger et le remplacer par un intrus approprié. Mais approprié à quoi au juste? À l'arnaque que les sournois employeurs de Dortmunder préparent et qui a pour finalité l'appropriation d'un tiers des faramineux profits d'un casino indien.

Les tribulations de Dortmunder et de ses associés —plus ou moins consentants — découlant de la délicate manipulation de cercueils sont franchement désopilantes. Bientôt, c'est toute une galerie de personnages qui va participer à l'étrange jeu de bonneteau organisé avec les vieux cercueils d'Indiens morts jeunes… et compliquer encore la situation!

Au désespoir de Dortmunder, indécrottable new-yorkais, l'action du roman se déplace alors à Silver Chasm aux environs du casino indien sur une réserve localisée entre New York et la frontière canadienne. Entrent ainsi en scène les deux gérants autochtones et véreux du casino, une avocate rurale bien moins sotte qu'il n'y paraît, un juge désabusé et bien sûr Petite Plume, véritable indienne et ex-show girl de Vegas mais fausse Pottaknobbee promue au rang d'héritière putative du pactole.

Sur tout ce petit monde, Donald Westlake, qui aime les oxymorons, pose un regard tendrement féroce. Les passages se déroulant dans le tribunal de Silver Chasm et mettant en scène le juge Higbee sont particulièrement réjouissants. Extrêmement réussies également ceux où interviennent les épouses du gentleman-cambrioleur-loser et de ses acolytes. Le déjeuner de Thanksgiving est à cet égard particulièrement savoureux. Un peu comme dans les Sopranos ou dans les films de Scorcese, on



découvre ici la vie privée des truands, mais sans malaise, car les personnages de Westlake sont loin d'être obtus et ne sont que *potentiellement* violents.

Malheureusement, lorsque l'action s'éloigne à nouveau de la réserve de Silver Chasm, le rythme du roman en pâtit. Il semble alors que Donald Westlake est impatient d'en finir et qu'il trousse un peu hâtivement un épilogue simple pour une intrigue complexe. C'est probablement la seule critique à adresser à ce roman totalement jubilatoire sur 220 de ses 280 pages. Et ce, d'autant plus que la traduction proposée par Jean Esch est à ce point remarquable qu'il semble que le roman a originellement été écrit en français et non en américain.

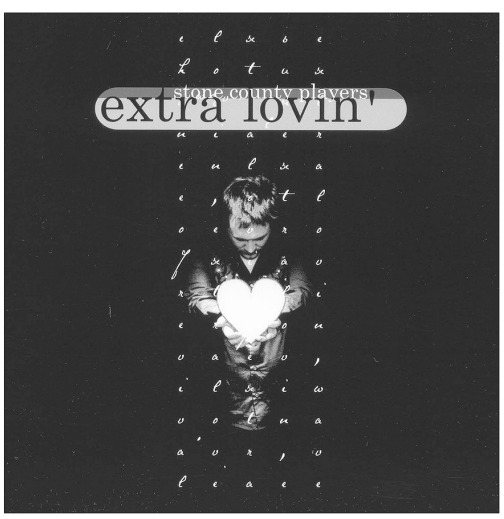
Mauvaises nouvelles, Donald Westlake,
Éditions Payot et Rivages, coll. Rivages / Thriller

CHRONIQUE CD

Jean-François RIOUX

STONE COUNTY PLAYERS
EXTRA LOVIN'
(AUDIOGRAM ET SÉLECT)

Extra Lovin' est le premier album du réalisateur Carl Bastien, connu pour son travail avec Daniel Bélanger, Dumas, Freeworm, Ariane Moffatt, Marc Déry et Kid Koala. Après avoir fait beaucoup de chemin derrière les artistes, il a enfin la chance d'être à l'avant plan. Cependant, Carl Bastien a choisi de s'exprimer en anglais, l'une de ses langues maternelles, puisqu'il a grandi en Outaouais. Son accent de québécois chantant en anglais m'a déplu à quelques reprises, mais cela ne devrait pourtant pas trop vous gêner sur les belles mélodies de *Extra Lovin'*. Musicalement, il y a de très beaux morceaux ou passages. Par contre, les paroles peuvent être un peu «quétaines», ce qui peut faire décrocher de la face plus mélancolique et de ses belles lignes de *slide-guitar*. Musicalement *Extra Lovin'* (quel titre évocateur et songé, original et plein de bon sens, sûrement influencé d'un ancien proverbe chinois!) tourbillonne entre un folk-rock et une pop parfois commerciale, parfois un peu «space». La production est bien entendue parfaite. Certains morceaux sont lassants, et cela même si les refrains continuent à tourner dans votre tête (*Let the Sunshine in*). Sur quelques passages, on croit entendre Pink Floyd, Echo & The Bunnymen, Too Many Cooks ou Eels, mais pourtant le morceau suivant réveille et rappelle que ce n'est que Stone County Players. Un disque qui ne brise rien, qui ne réinvente rien, malgré de très bons musiciens et quelques bonnes compositions.



THE RAPTURE
ECHOES
(UNIVERSAL ET DFA)

Echoes, un des albums les plus ingénieux, originaux et intelligents à voir le jour cette année et peut-être même depuis plusieurs années. The Rapture roule sa bosse depuis déjà quelques temps, faisant paraître des mini-albums post-punk par-ci par-là, se faisant remarquer dernièrement par le géant de l'industrie musical Universal. Le premier album officiel du groupe est loin de ressembler à leur enregistrement précédent. Sur *Echoes,* le groupe se permet d'utiliser beaucoup plus l'électronique, toujours cependant dans une mentalité post-punk des années 1970 et 1980, mise au goût du jour. L'album débute en force avec *Olio,* un morceau de piano accompagné de clavier et d'un rythme de batterie électronique vieillot qui donne un charme fou à la musique. La voix du chanteur rappelle celle de Robert Smith de The Cure dans leur début. Les influences les plus évidentes du groupe viennent des scènes de Manchester en Angleterre et de New York, que ce soit pour son côté new wave ou punk. Bien entendu, on y entend un vaste mélange d'influences autant issues de New Order et PIL que de Flaming Lips. *I need your love* commence pratiquement comme si c'était un morceau *dance*, avec son rythme de grosse caisse et ses notes de claviers qui vous plongeraient au cœur du Fuzzy de Laval. Les compositions sont répétitives, mais d'une originalité exemplaire, les mélodies sont aussi belles les unes que les autres, que ce soit dans les moments les plus doux ou les plus bruyants. *Echoes* est moins bruyant et criard que leurs précédents enregistrements. D'ailleurs, je ne conseillerais pas leurs premiers mini-albums, mais celui-ci, quelle perle!

125 ANS

Tapis, artiste inconnu
La poule, Roger Ouellet
Faire la vaisselle, Hubert Soucy
Photographie :
Richard-Max Tremblay

Du 13 novembre
au 11 décembre 2003

Ouvert au public les mardis, mercredis, jeudis et dimanches de 12 h à 18 h.

Entrée gratuite

Centre d'exposition de l'Université de Montréal
Pavillon de la Faculté de l'aménagement
2940, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, local 0056
Métro Université de Montréal
Renseignements : (514) 343-6111, poste 4694
www.expo.umontreal.ca

Faculté de l'aménagement
École de design industriel

centre d'exposition
Université de Montréal

Repas des étudiants

Pizza 10" 1 Coke® (355ml) 6,91$* +TX

Pizza 12" 2 Cokes® (355ml) 9,47$* +TX

Pizza 14" 3 Cokes® (355ml) 12,04$* +TX

Expire le 30/06/04
(TOUTE GARNIE, PEPPERONI OU HAWAÏENNE) bon# STU

LUNDI LOONIE

Achetez une pizza au prix courant et recevez votre 2e pizza de valeur égale pour... 1$* +TX

*Valide les lundis seulement.

Expire le 30/06/04
bon# T1

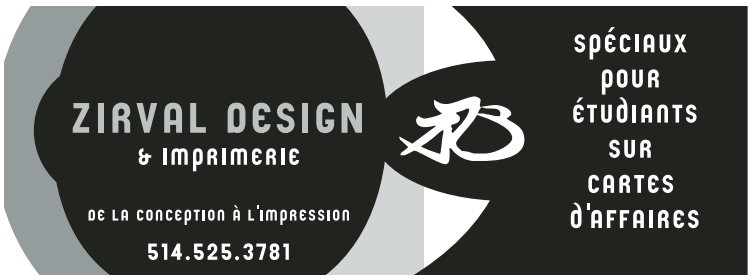
Nos à-côtés

Pains CheeZZy 4,99$ — 10 ailes 'Buffalo' 7,99$
CinnaStix Pour dessert! 3,99$ — Frites Doré au four! rég. 1,69$

Interac® à votre porte.

Dim-Jeu - 11:00 à 23:00
Ven-Sam - 11:00 à 01:00

344-4545
www.dominos.qc.ca



ANNONCE SPÉCIALE

Attention: Étudiants étrangers

FAITES APPLICATION POUR DEVENIR RÉSIDENT PERMANENT CANADIEN DÈS AUJOURD'HUI!

Êtes-vous ici avec un permis de séjour pour étudiant?
Voulez-vous transformer votre status à celui de Résident Permanent canadien?
Quelle que soit votre situation, nos professionels en immigration peuvent vous aider!

Appelez aujourd'hui pour une consultation GRATUITE et CONFIDENTIELLE.

514-499-8082

Résidence permanente - Parrainage (incluant les couples de même sexe) - Investisseurs - Citoyenneté - Permis de travail - Permis de séjour étudiants / visiteurs - Aides familiaux résidents - Réfugiés

CONSEIL D'IMMIGRATION CANADIEN
400, rue Saint-Jacques Ouest, Bureau 300, Montréal (Québec) H2Y 1S1
www.immigrationcouncil.com

Vasco fut amené devant le professeur Blanc, l'assistant du docteur Esteve.

Vasco Nunes

À partir de là, le récit se complique. Vasco fut détenu à la clinique.

IL fut traité au serum de Radpou-Jalah, le poison-qui-rend-fou ...

Mais qui es-tu ?

Marc Lévesque sauveteur de types dans ton genre.

ILs sortirent de la clinique sans problèmes.

IL fallait l'empêcher de parler, le rendre fou.

Combien de temps passa-t-il aux mains de Blanc? Vasco ne s'en souvient pas. Ce n'est pas clair.

Nous t'aidons parce que nous voulons que tu ailles jusqu'au bout...

des amis Vasco, tu as des amis ...

QUI «NOUS» ?!

Je t'emmène chez moi.

Un infirmier vint le réveiller...

Allons debout Vasco

...Je ne suis pas fou?

Non. Je t'ai injecté un léger somnifère ...

Allez Faut se tirer

Lévesque habitait le plateau, rue Coloniale.

Les gorilles d'Esteve ne vont pas rappliquer?

ils ne connaissent pas cette adresse

TOUT en buvant du whisky, ils parlèrent de marsaillais...

trafic de jeunes filles, voilà à quoi marsaillais est melé...

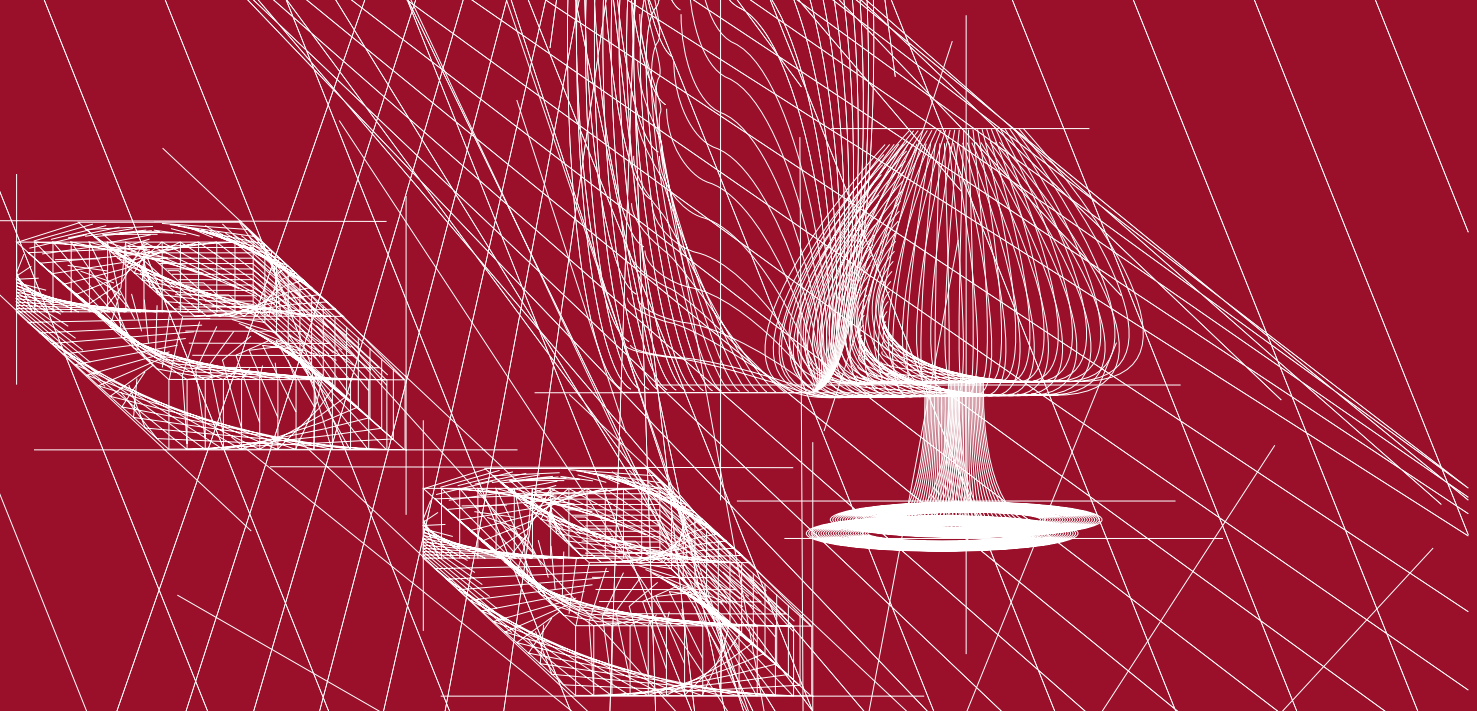
A SUIVRE

soirée porto et chocolat

5à9

des cycles supérieurs

JEU 27/11/03



AU CAFÉ DE MATH-INFO

local 1221, pavillon André-Aisenstadt

FAECUM